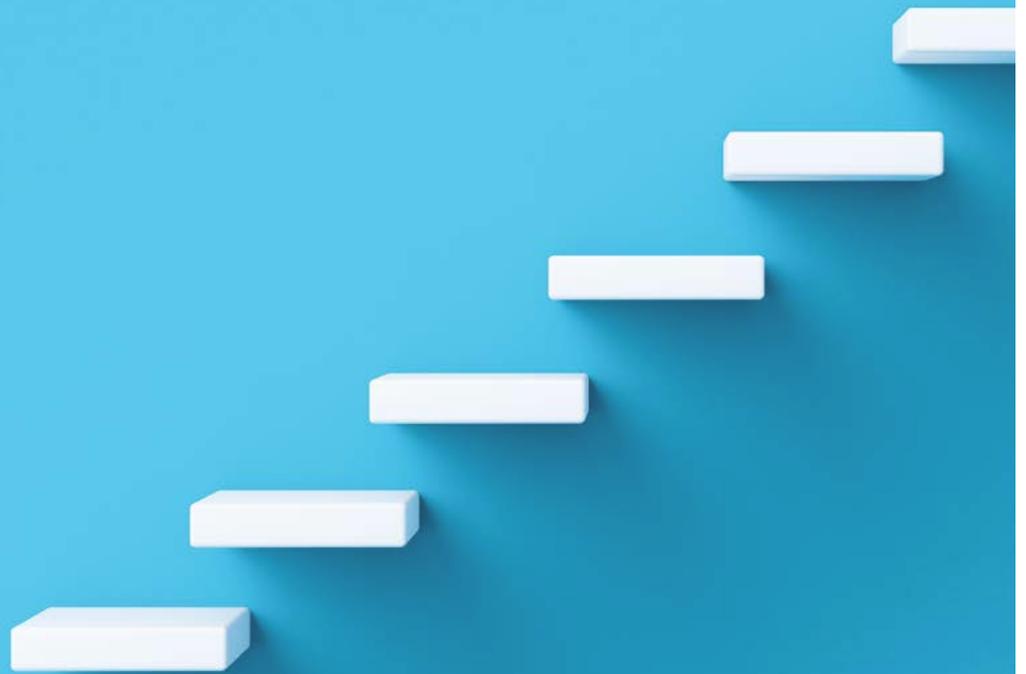


**CROISSANCE  
DURABLE**



## **Rapport aux actionnaires - Premier trimestre 2019**

Pour la période se terminant le 31 mars 2019

## RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion de iA Société financière inc. (« iA Société financière » ou « la Société ») est daté du 9 mai 2019. iA Société financière est devenue la société mère de l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. (« iA Assurance ») le 1<sup>er</sup> janvier 2019 en vertu d'un plan d'arrangement. En vertu de ce plan d'arrangement, iA Société financière est devenue l'émetteur absorbant et les résultats financiers de iA Assurance pour l'année terminée le 31 décembre 2018 constituent les résultats financiers de iA Société financière. Les valeurs comparatives inscrites ci-après pour 2018 et 2017 sont donc les mêmes que celles de iA Assurance. Le rapport de gestion doit être lu conjointement avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2019 et 2018. Ces deux documents doivent aussi être lus conjointement avec le rapport de gestion et les états financiers consolidés audités de l'exercice terminé le 31 décembre 2018. Le cahier d'information financière des neuf derniers trimestres peut contenir des données supplémentaires qui pourraient compléter l'information contenue dans ce rapport de gestion.

### TABLE DES MATIÈRES

<b>FAITS SAILLANTS</b> .....	2
<b>CROISSANCE DES AFFAIRES</b> .....	3
<b>ANALYSE SELON LA PROVENANCE DU BÉNÉFICE</b> .....	5
<b>ANALYSE SELON LES RÉSULTATS FINANCIERS</b> .....	8
<b>PLACEMENTS</b> .....	11
<b>SITUATION FINANCIÈRE</b> .....	12
<b>DÉCLARATION DE DIVIDENDE</b> .....	13
<b>ANALYSE DE SENSIBILITÉ</b> .....	14
<b>MISE EN GARDE ET RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX</b> .....	15
<b>ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS</b> .....	18
<b>NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES RÉSUMÉS</b> .....	24
<b>INFORMATION GÉNÉRALE</b> .....	53

**FAITS SAILLANTS<sup>1</sup>**

<b>Rentabilité</b>			
	<b>Premier trimestre</b>		
	<b>2019</b>	<b>2018</b>	<b>Variation</b>
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires (en millions)	151,1 \$	139,2 \$	9 %
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (dilué) (en millions)	108,0	108,2	—
Résultat par action ordinaire (BPA) (dilué)	1,40 \$	1,29 \$	9 %
Résultat par action ordinaire (BPA) (dilué) tiré des activités de base	1,28 \$	1,32 \$	(3 %)
	<b>31 mars 2019</b>	<b>31 décembre 2018</b>	<b>31 mars 2018</b>
Rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires <sup>2,3,4</sup>	12,4 %	12,5 %	11,8 %
Rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires tiré des activités de base <sup>2,3,4</sup>	12,0 %	12,4 %	11,9 %

La Société a terminé le premier trimestre de 2019 avec un résultat net attribué aux actionnaires ordinaires de 151,1 millions de dollars, ce qui représente une progression de 9 % par rapport au résultat de 139,2 millions de dollars enregistré au même trimestre en 2018. Le bénéfice par action ordinaire (BPA) dilué pour le trimestre s'élève à 1,40 \$, comparativement à 1,29 \$ pour la même période de 2018.

Le rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires se chiffrait à 12,4 % au 31 mars 2019 et se situait ainsi dans le haut de la fourchette cible de 11,0 % à 12,5 % donnée comme indication aux marchés. Ce ratio est basé sur les résultats des douze derniers mois et se compare à un ratio de 11,8 % au 31 mars 2018.

Le BPA dilué tiré des activités de base pour le premier trimestre s'élève à 1,28 \$ et se situe ainsi près du milieu de la fourchette cible donnée comme indication aux marchés financiers (1,25 \$ à 1,35 \$) et se compare à un résultat de 1,32 \$ pour la même période de 2018.

**Croissance des affaires** – L'actif sous gestion et sous administration total a crû de 7 % au cours du premier trimestre, pour s'établir à 181,0 milliards de dollars au 31 mars 2019, soit à un niveau supérieur de 4 % à celui de 173,9 milliards de dollars un an plus tôt. Les primes et dépôts totalisent près de 3,0 milliards de dollars pour le premier trimestre, et sont légèrement supérieurs au résultat du trimestre correspondant de 2018 (+2 %). Les ventes canadiennes du premier trimestre ont été bonnes pour l'Assurance collective et l'Épargne et retraite collectives, pour les fonds distincts, les prêts automobiles et chez iA Auto et habitation. Par ailleurs, les ventes en assurance individuelle ont été en baisse (-5 % en termes de primes minimales) par rapport au trimestre correspondant de 2018 et les fonds communs de placement ont enregistré des sorties nettes de fonds. Du côté américain, les ventes ont été particulièrement fortes autant du côté de l'assurance individuelle que du côté des concessionnaires automobiles.

**Situation financière** – Le ratio de solvabilité s'établissait à 124 % au 31 mars 2019, comparativement à 120 % un an plus tôt et à 126 % à la fin du trimestre précédent. La fourchette cible de la Société pour le ratio de solvabilité est de 110 % à 116 %. La Société a généré environ 65 millions de dollars de capital additionnel de manière organique et le ratio d'endettement se situe à 21,3 %.

**Valeur comptable** – La valeur comptable par action ordinaire s'établissait à 48,79 \$ au 31 mars 2019, en hausse de 3 % par rapport au trimestre précédent et de 10 % sur douze mois.

**Dividende** – Le conseil d'administration a approuvé le versement d'un dividende trimestriel de 0,4500 \$ par action ordinaire payable au deuxième trimestre de 2019, ce qui représente une augmentation de 8 %, ou de 0,0350 \$, par rapport au dividende payé au trimestre précédent de 2019 (0,4150 \$).

<sup>1</sup> Cette section comporte des mesures non conformes aux IFRS. Voir la sous-section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS » à la fin de ce document.

<sup>2</sup> Douze derniers mois

<sup>3</sup> Au quatrième trimestre de 2018, la société a effectué un ajustement relatif à l'estimation du passif d'impôts liée aux périodes antérieures en abaissant de 58 millions de dollars les résultats non distribués au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

<sup>4</sup> Au T3- 2018, un ajustement rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2018 a été apporté à la suite de l'application de la norme IFRS 15.

**Rachat d'actions ordinaires en circulation** – En vertu du régime en vigueur du 12 novembre 2018 au 11 novembre 2019, la Société peut racheter jusqu'à concurrence de 5 482 768 actions ordinaires, soit approximativement 5 % de ses 109 655 360 actions ordinaires émises et en circulation au 1<sup>er</sup> novembre 2018. Au cours du premier trimestre de 2019, la Société a racheté 1,8 million d'actions, pour une valeur totale de 86,2 millions de dollars. Ainsi, entre le 12 novembre 2018 et le 31 mars 2019, la Société a racheté 2,9 millions d'actions, pour une valeur totale de 135,8 millions de dollars, représentant 2,6 % des actions au 1<sup>er</sup> novembre 2018.

**Litige** – iA Assurance est impliquée dans un litige avec une tierce partie, Ituna Investment LP (Ituna), qui cherchait à utiliser des contrats d'assurance à des fins pour lesquelles ils n'ont pas été conçus. La cause a été entendue par la Cour du Banc de la Reine de la Saskatchewan en septembre 2018. À la suite des auditions, le gouvernement de la Saskatchewan a publié de nouveaux règlements qui limitent le montant de primes qu'un assureur peut recevoir ou accepter en tant que dépôt dans les comptes secondaires des contrats d'assurance vie. Ces règlements sont conformes à la position de iA Assurance. Puis, le 15 mars 2019, la Cour du Banc de la Reine de la Saskatchewan a rejeté, dans son intégralité, la requête déposée par Ituna contre iA Assurance. Le 15 avril dernier, Ituna a laissé savoir qu'elle portait la cause en appel. iA Assurance a toujours considéré que la position d'Ituna était juridiquement infondée et fera valoir sa position en appel avec la même conviction.

**Conseil d'administration** – L'assemblée annuelle de la Société a lieu le jeudi 9 mai 2019. À cette occasion, deux nouveaux candidats aux postes d'administrateurs seront soumis au vote des actionnaires, en remplacement des administrateurs qui ne sollicitent pas un nouveau mandat à cette assemblée.

**Subséquent au premier trimestre** – iA Assurance a annoncé le 11 avril 2019 son intention de racheter, en date du 16 mai 2019, ses débentures subordonnées portant un intérêt de 2,80 % et échéant le 16 mai 2024 d'une valeur nominale de 250 millions de dollars. Ce rachat devrait entraîner une baisse de 4 points de pourcentage des ratios de solvabilité totaux de iA Assurance et de iA Société financière au cours du deuxième trimestre.

## CROISSANCE DES AFFAIRES

La croissance des affaires est mesurée par l'évolution des ventes, des primes et de l'actif sous gestion et sous administration. Les ventes permettent de mesurer la capacité de la Société à générer de nouvelles affaires. Elles sont définies comme étant les entrées de fonds des nouvelles affaires souscrites au cours de la période. Les primes nettes, qui font partie des produits présentés aux états financiers, incluent à la fois les entrées de fonds qui proviennent des nouvelles affaires souscrites et celles liées aux contrats en vigueur. L'actif sous gestion et sous administration permet de mesurer la capacité de la Société à générer des honoraires, en particulier en ce qui touche les fonds de placement et les fonds sous administration. Une analyse additionnelle des produits par secteurs est présentée à la section « Analyse selon les résultats financiers » de ce rapport.

<b>Primes nettes, équivalents de primes et dépôts<sup>5,6</sup></b>			
<b>(En millions de dollars)</b>	<b>Premier trimestre</b>		
	<b>2019</b>	<b>2018</b>	<b>Variation</b>
Assurance individuelle	387,8	391,8	(4,0)
Gestion de patrimoine individuel	1 266,4	1 397,4	(131,0)
Assurance collective	437,1	422,5	14,6
Épargne et retraite collectives	669,5	529,0	140,5
Affaires américaines <sup>7</sup>	151,2	128,6	22,6
Assurance de dommages <sup>8</sup>	75,1	71,7	3,4
<b>Total</b>	<b>2 987,1</b>	<b>2 941,0</b>	<b>46,1</b>

Les primes et dépôts totalisent près de 3,0 milliards de dollars pour le premier trimestre de 2019, ce qui représente une hausse de 2 % par rapport au trimestre correspondant de 2018. La variation positive s'explique principalement par une bonne performance des secteurs de l'Épargne et retraite collectives, des Affaires américaines et de l'Assurance collective, alors que les primes et dépôts sont demeurés relativement stables à l'Assurance individuelle et en assurance de dommages.

<sup>5</sup> Les primes et dépôts comprennent toutes les primes perçues par la Société pour ses activités d'assurance et de rentes (et qui sont inscrites au fonds général de la Société), de même que les sommes perçues relativement aux fonds distincts (qui sont aussi considérées comme des primes) et les dépôts provenant des secteurs de l'Assurance collective et de l'Épargne et retraite collectives ainsi que de fonds communs de placement.

<sup>6</sup> Ce tableau comporte des données qui ne sont pas conformes aux IFRS.

<sup>7</sup> Au T3-2018, un ajustement rétroactif au T1-2018 a été apporté pour inclure les équivalents de primes liés aux affaires américaines d'assurance biens et risques divers à la suite de l'acquisition de iA American Casualty Holdings Inc.

<sup>8</sup> Comprend iAAH et quelques ajustements mineurs de consolidation

<b>Actif sous gestion et sous administration<sup>9,10</sup></b>			
<b>(En millions de dollars)</b>	<b>31 mars 2019</b>	<b>31 décembre 2018</b>	<b>31 mars 2018</b>
Actif sous gestion			
Fonds général	42 503,4	39 759,5	39 133,0
Fonds distincts	25 759,5	23 780,6	24 100,1
Fonds communs de placement	11 467,0	10 832,8	11 503,2
Autres	15 199,0	14 721,1	15 096,8
Total partiel	94 928,9	89 094,0	89 833,1
Actif sous administration <sup>11</sup>	86 114,1	79 677,5	84 063,9
<b>Total</b>	<b>181 043,0</b>	<b>168 771,5</b>	<b>173 897,0</b>

L'actif sous gestion et sous administration a terminé le premier trimestre à 181,0 milliards de dollars, ce qui correspond à une hausse de 4 % par rapport à la même date l'an dernier. L'actif sous gestion et sous administration a augmenté de 7 %, au cours du premier trimestre, principalement en raison des bons rendements enregistrés sur les marchés financiers et des entrées nettes de fonds.

<b>Croissance des ventes par secteurs d'activité<sup>12</sup></b>			
<b>(En millions de dollars, sauf indication contraire)</b>	<b>Premier trimestre</b>		
	<b>2019</b>	<b>2018</b>	<b>Variation</b>
Assurance individuelle			
Primes minimales	39,0	41,0	(5 %)
Primes excédentaires	2,2	5,7	(61 %)
Total	41,2	46,7	(12 %)
Gestion de patrimoine individuel			
Fonds général	109,2	109,7	—
Fonds distincts	610,9	617,6	(1 %)
Fonds communs de placement	546,3	670,1	(18 %)
Total	1 266,4	1 397,4	(9 %)
Ventes nettes (après rachats et transferts)			
Fonds distincts	145,2	219,7	(74,5)
Fonds communs de placement	(88,5)	45,8	(134,3)
Assurance collective			
Régimes d'employés	25,9	19,5	33 %
Services aux concessionnaires			
Assurance crédit	64,8	72,3	(10 %)
Assurance biens et risques divers	52,6	49,9	5 %
Prêts automobiles émis	92,1	74,4	24 %
Solutions pour les marchés spéciaux	73,6	65,0	13 %
Épargne et retraite collectives	675,5	535,3	26 %
Affaires américaines (\$ US)			
Assurance individuelle	19,2	17,3	11 %
Services aux concessionnaires – ABRD <sup>13</sup>	109,7	88,1	25 %
Assurance de dommages			
iAAH (assurance auto et habitation)	66,2	62,2	6 %

<sup>9</sup> Ce tableau comporte des données qui ne sont pas conformes aux IFRS.

<sup>10</sup> Au T3-2018, les montants d'actif ont été ajustés de façon rétroactive pour tenir compte des récentes acquisitions.

<sup>11</sup> Au T3-2018, un ajustement rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2018 a été apporté à la suite de l'application de la norme IFRS 15.

<sup>12</sup> Les ventes ne sont pas une mesure conforme aux IFRS.

<sup>13</sup> ABRD : assurance biens et risques divers

*Assurance individuelle au Canada* – Les ventes totales pour le premier trimestre totalisent 41,2 millions de dollars, en comparaison de 46,7 millions de dollars à la même période de 2018. La baisse s'explique notamment par la diminution des primes excédentaires. Le nombre de polices émises au cours du premier trimestre est supérieur de 3 % à celui du trimestre correspondant de 2018.

*Gestion de patrimoine individuel* – Les ventes brutes de fonds distincts ont atteint 610,9 millions de dollars, soit un montant similaire à celui enregistré à la même période l'an dernier, et les ventes nettes ont totalisé 145,2 millions de dollars. Quant au fonds général, il a enregistré des ventes similaires à celles du trimestre correspondant de 2018, et qui totalisent 109,2 millions de dollars.

Les ventes brutes de fonds communs de placement ont totalisé 546,3 millions de dollars au premier trimestre, comparativement à 670,1 millions de dollars à la même période l'an dernier, et des sorties nettes de 88,5 millions de dollars ont été enregistrées. Dans l'industrie des fonds communs de placement, il est à noter que la saison des REER a été décevante selon les données de l'Institut des fonds d'investissement du Canada (IFIC).

*Assurance collective – Régimes d'employés* – Les ventes du premier trimestre totalisent 25,9 millions de dollars et sont supérieures de 33 % à celles du trimestre correspondant de 2018. Notons que les ventes de cette division varient considérablement d'un trimestre à l'autre selon l'importance des mandats obtenus.

*Assurance collective – Services aux concessionnaires* – Les ventes liées à l'assurance biens et risques divers (y compris aux garanties prolongées et à l'assurance de remplacement) ont atteint 52,6 millions de dollars au premier trimestre, soit un montant supérieur de 5 % à celui enregistré à la même période l'an dernier, tandis que les ventes d'assurance crédit ont totalisé 64,8 millions de dollars, comparativement à 72,3 millions de dollars l'an dernier. Les prêts automobiles émis au cours du trimestre se sont élevés à 92,1 millions de dollars, et ce résultat représente une hausse de 24 % si on compare avec la même période de 2018.

*Assurance collective – Solutions pour les marchés spéciaux* – Les ventes du trimestre totalisent 73,6 millions de dollars, ce qui correspond à une hausse de 13 % par rapport aux ventes du premier trimestre de 2018.

*Épargne et retraite collectives* – Les ventes totales du trimestre se chiffrent à 675,5 millions de dollars, ce qui équivaut à une hausse de 26 % par rapport à celles du trimestre correspondant de l'an dernier.

*Affaires américaines* – En assurance individuelle, les ventes du trimestre totalisent 19,2 millions de dollars américains, ce qui représente une hausse de 11 % par rapport au premier trimestre de 2018. Du côté des concessionnaires automobiles, les ventes s'établissent à 109,7 millions de dollars américains pour le premier trimestre, ce qui correspond à une hausse de 25 % par rapport à celles du trimestre correspondant de l'an dernier.

*Assurance de dommages (iAAH)* – En termes de primes souscrites, les ventes du trimestre se chiffrent à 66,2 millions de dollars et sont ainsi en hausse de 6 % par rapport à celles du premier trimestre de 2018.

## ANALYSE SELON LA PROVENANCE DU BÉNÉFICE

Résultats selon la provenance du bénéfice <sup>14</sup>			
(En millions de dollars)	Premier trimestre		
	2019	2018	Variation
Bénéfice d'exploitation			
Bénéfice anticipé sur l'en-vigueur	174,5	159,1	15,4
Gains (pertes) d'expérience	16,2	10,5	5,7
Gain ( <i>drain</i> ) sur les ventes	(6,1)	(9,7)	3,6
Changements d'hypothèses	—	—	—
Total partiel	184,6	159,9	24,7
Revenu sur le capital	22,6	17,9	4,7
Impôts sur le revenu	(50,4)	(34,8)	(15,6)
Résultat net attribué aux actionnaires	156,8	143,0	13,8
Moins : dividendes aux actionnaires privilégiés	5,7	3,8	1,9
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	151,1	139,2	11,9

<sup>14</sup> Ce tableau contient des mesures qui n'ont pas d'équivalents IFRS. Voir la sous-section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS » à la fin de ce rapport pour d'autres renseignements.

L'analyse de rentabilité selon la provenance du bénéfice présente les principales sources de l'écart entre le bénéfice net réel et celui anticipé par la Société pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2019. Les mesures présentées dans cette analyse complètent d'autres informations de la section intitulée « Analyse selon les résultats financiers » et fournissent des renseignements additionnels pour mieux comprendre les résultats financiers de la Société. Cette analyse présente des mesures qui ne sont pas conformes aux IFRS. Vous référer à la sous-section intitulée « Renseignements financiers non conformes aux IFRS » à la fin de ce rapport pour des détails sur ces mesures.

*Bénéfice anticipé sur l'en-vigueur* – Le bénéfice anticipé sur l'en-vigueur présente la fraction du revenu qui découle des polices en vigueur au début de la période en fonction de la concrétisation des hypothèses qui ont été jugées les meilleures par la direction au moment de l'élaboration du budget pour l'année 2019. Notons que pour les secteurs de l'épargne, le bénéfice anticipé est mis à jour trimestriellement afin de refléter l'évolution des marchés boursiers et les entrées nettes de fonds.

Au premier trimestre de 2019, le bénéfice anticipé sur l'en-vigueur a progressé de 10 % (+15,4 millions de dollars) par rapport à celui du premier trimestre de 2018. Ce résultat s'explique essentiellement par une forte croissance dans tous les secteurs d'activité sauf dans le secteur de la Gestion de patrimoine individuel. En effet, considérant la baisse des marchés financiers enregistrée dans la deuxième moitié de 2018, le profit prévu pour ce secteur a été moindre que celui du premier trimestre de 2018.

*Gains (pertes) d'expérience par rapport au bénéfice anticipé* – Les résultats techniques, aussi appelés « gains et pertes d'expérience », représentent l'écart entre le revenu réel et le revenu qui aurait été déclaré si l'ensemble des hypothèses faites au début de la période s'étaient concrétisées. Notons que les gains et pertes d'expérience comprennent notamment l'incidence des marchés, les résultats liés aux titulaires de polices et certains éléments spécifiques.

La Société a enregistré un gain net d'expérience au premier trimestre de 2019. Ce gain, de 16,2 millions de dollars, équivalait à 11,8 millions de dollars après impôts, soit à 0,11 \$ par action, et provient des éléments précisés ci-dessous.

- *Assurance individuelle* – L'expérience de ce secteur d'activité a été favorable au premier trimestre (6,5 millions de dollars après impôts ou 0,06 \$ par action). Ce résultat s'explique par l'impact positif des marchés en lien avec les polices d'assurance vie universelle (+0,12 \$ par action). Ce gain a compensé des dépenses plus élevées que prévu (-0,03 \$ par action), une expérience de mortalité et de morbidité moins favorable que prévu (-0,02 \$ par action) et des revenus de commissions moins importants que prévu chez PPI (-0,01 \$ par action).
- *Gestion de patrimoine individuel* – Ce secteur d'activité a généré un gain de 2,1 millions de dollars après impôts (0,02 \$ par action) au premier trimestre. L'impact des marchés en lien avec les revenus provenant des fonds de placement (ratios de frais de gestion) a été positif (+0,03 \$ par action) et les dépenses du secteur ont été légèrement plus élevées que prévu (-0,01 \$ par action).
- *Assurance collective* – Ce secteur affiche un gain de 0,5 million de dollars après impôts pour le trimestre, soit un résultat près des attentes. Dans la division des Régimes d'employés, l'expérience a été meilleure que prévu (0,02 \$ par action), principalement en lien avec les protections d'invalidité de longue durée. Dans la division des Services aux concessionnaires, l'expérience a été moins favorable que prévu pour les produits d'assurance biens et risques divers (-0,02 \$ par action). Notons que les résultats en lien avec les prêts automobiles et ceux de la division des Solutions pour les marchés spéciaux sont conformes aux attentes.
- *Épargne et retraite collectives* – Un gain de 1,5 million de dollars après impôts (0,02 \$ par action) a été enregistré dans ce secteur au premier trimestre en raison d'une expérience de longévité plus favorable qu'anticipé.
- *Affaires américaines* – L'expérience de ce secteur d'activité a été positive au cours du trimestre (1,2 million de dollars après impôts ou +0,01 \$ par action) en raison de résultats légèrement supérieurs aux attentes dans chacune des deux divisions (Assurance individuelle et Services aux concessionnaires).

*Drain sur les ventes dans les secteurs de l'Assurance individuelle et des Affaires américaines* – L'effet sur le revenu net découlant de l'établissement des nouveaux contrats (*drain*) dans les deux secteurs s'établit à 6,2 millions de dollars avant impôts pour le premier trimestre, soit l'équivalent de 9 % des ventes. Le *drain* est ainsi à l'intérieur de la fourchette cible de 0 % à 15 % donnée comme indication et est légèrement plus favorable qu'anticipé en raison d'une répartition avantageuse des ventes. Cet élément a entraîné un gain de 0,01 \$ par action pour le trimestre.

*Revenu sur le capital* – Le revenu net gagné à l'égard de l'excédent de la Société, qui comprend aussi les résultats de iA Auto et habitation (iAAH), s'élève à 22,6 millions de dollars avant impôts pour le premier trimestre de 2019, ce qui représente un gain de 0,03 \$ par action par rapport aux attentes de la direction. En effet, chez iAAH, l'expérience enregistrée a été plus favorable que prévu (+0,01 \$ par action) et les dépenses ont été moindres qu'anticipé (+0,01 \$ par action). Par ailleurs, les revenus d'investissements sur le capital ont été légèrement supérieurs en raison essentiellement de gains réalisés sur des titres disponibles à la vente (AFS) (+0,01 \$ par action).

*Impôts sur le revenu* – Les impôts sur le revenu totalisent 50,4 millions de dollars pour le premier trimestre de 2019. Le taux d'impôt effectif est ainsi de 24 % et est donc supérieur à la fourchette cible donnée par la Société comme indication (20 % à 22 %). La charge d'impôts du trimestre est supérieure en raison de deux éléments. Premièrement, les gains d'expérience réalisés dans les secteurs d'activité sont imposés au taux d'impôt statutaire, qui est supérieur au taux d'impôt effectif. Deuxièmement, une imposition supérieure a été engendrée en raison du statut d'assureur multinational de la Société. Cet élément représente une perte de 0,05 \$ par action par rapport aux attentes de la direction.

#### Résultat par action ordinaire tiré des activités de base

Le résultat par action ordinaire (BPA) tiré des activités de base est une mesure non conforme aux IFRS qui permet de mieux comprendre la capacité de la Société à générer des bénéfices renouvelables et présente la vision de la direction quant à sa capacité à générer de tels bénéfices. Se référer à la sous-section « Renseignements financiers non conformes aux IFRS » à la fin de ce rapport pour des détails sur cette mesure et une explication des ajustements.

Le résultat par action ordinaire (BPA) dilué tiré des activités de base s'est élevé à 1,28 \$ au premier trimestre de 2019. Il se situe ainsi près du milieu de la fourchette cible de 1,25 \$ à 1,35 \$ donnée comme indication. Au premier trimestre de 2019, trois éléments ont été ajustés dans le calcul du BPA tiré des activités de base et le principal est l'impact des marchés financiers. Rappelons que le BPA dilué tiré des activités de base au premier trimestre de 2018 s'était élevé à 1,32 \$, en raison notamment d'une expérience du côté des titulaires de polices particulièrement favorable à ce moment (+0,10 \$ par action reflété dans le BPA tiré des activités de base).

Le tableau suivant concilie le BPA dilué divulgué avec celui tiré des activités de base.

Conciliation du BPA divulgué avec celui tiré des activités de base			
(Sur base diluée)	Premier trimestre		
	2019	2018	Variation
<b>BPA divulgué</b>	1,40 \$	1,29 \$	9 %
<b>Ajusté relativement à :</b>			
Gains et pertes liés aux marchés financiers	(0,15 \$)	0,04 \$	
Gains et pertes liés à l'expérience des titulaires de polices et en excédent d'un BPA de 0,04 \$	0,02 \$	(0,01 \$)	
Gains et pertes habituels liés à la charge d'impôts et en excédent d'un BPA de 0,04 \$	0,01 \$	—	
<b>BPA tiré des activités de base</b>	1,28 \$	1,32 \$	(3 %)

## ANALYSE SELON LES RÉSULTATS FINANCIERS

L'analyse suivante doit être lue conjointement avec la note 13 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités, intitulée « Information sectorielle ».

États des résultats consolidés			
(En millions de dollars)	Premier trimestre		
	2019	2018	Variation
Produits			
Primes nettes	2 354,8	2 186,5	168,3
Produits de placement	2 161,8	(49,4)	2 211,2
Autres produits	410,4	435,0	(24,6)
Total	4 927,0	2 572,1	2 354,9
Moins : prestations sur contrats et charges	4 719,0	2 393,8	2 325,2
Résultat avant impôts	208,0	178,3	29,7
Moins : impôts	50,5	34,8	15,7
Résultat net	157,5	143,5	14,0
Moins : résultat net attribué aux contrats avec participation	0,7	0,5	0,2
Résultat net attribué aux actionnaires	156,8	143,0	13,8
Moins : dividendes sur actions privilégiées émises par une filiale	5,7	3,8	1,9
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	151,1	139,2	11,9

## Produits

Le tableau suivant présente la composition des produits par secteurs.

Produits par secteurs							
(En millions de dollars)	Premier trimestre						Total
	Assurance individuelle	Gestion de patrimoine individuel	Assurance collective	Épargne et retraite collectives	Affaires américaines	Autres	
Primes nettes	387,8	720,1	396,7	660,3	114,8	75,1	2 354,8
Variation p/r 2018	(4,0)	(7,2)	22,3	140,5	13,3	3,4	168,3
Produits de placement	1 826,5	24,8	65,6	154,0	51,7	39,2	2 161,8
Variation p/r 2018	1 961,7	0,7	44,9	127,9	74,7	1,3	2 211,2
Autres produits	29,0	354,1	14,4	24,5	17,5	(29,1)	410,4
Variation p/r 2018	(3,2)	(18,0)	0,3	1,9	0,6	(6,2)	(24,6)
Total	2 243,3	1 099,0	476,7	838,8	184,0	85,2	4 927,0
Variation p/r 2018	1 954,5	(24,5)	67,5	270,3	88,6	(1,5)	2 354,9

*Primes nettes* – La hausse de 168,3 millions de dollars par rapport au premier trimestre de 2018 s'explique principalement par :

- La croissance des primes dans le secteur de l'Épargne et retraite collectives, attribuable à des contrats d'importance;
- La croissance des primes nettes dans les secteurs de l'Assurance collective et des Affaires américaines.

Les autres facteurs qui peuvent contribuer à la fluctuation des primes d'un trimestre à un autre sont généralement les suivants :

- La tendance des clients à concentrer leurs dépôts dans des produits enregistrés d'épargne-retraite au cours des 60 premiers jours de chaque année civile;
- Le comportement des marchés boursiers et la réalisation de nouvelles ententes avec des groupes de grande taille dans les secteurs qui distribuent leurs produits aux entreprises et aux groupes.

Notons que les primes nettes incluent les sommes investies par les assurés dans les fonds distincts, mais ne comprennent pas celles investies par les clients dans les fonds communs de placement.

*Produits de placement* – L'augmentation de 2 211,2 millions de dollars enregistrée du côté des produits de placement par rapport au premier trimestre de 2018 s'explique majoritairement par la hausse de la juste valeur des placements en obligations et des instruments financiers dérivés qu'a engendrée la variation des taux d'intérêt au premier trimestre de 2019 comparativement au premier trimestre de 2018. La croissance s'explique aussi par une augmentation de la juste valeur du portefeuille d'actions, attribuable à la variation des marchés boursiers.

Notons que les produits de placement évoluent généralement en grande partie en fonction de la variation de la juste valeur des placements qui découle de l'évolution des taux d'intérêt, des marchés boursiers et de l'écart des émetteurs, notamment en ce qui touche les obligations, les actions et les instruments financiers dérivés. Les produits de placement varient aussi en fonction des revenus d'intérêts, des dividendes, des revenus locatifs des immeubles et des profits réalisés et des pertes subies sur disposition d'actifs disponibles à la vente.

Sur le plan comptable, la majorité des obligations et des actions sont des titres classés « Désignés à la juste valeur par le biais du résultat net » et utilisés comme actifs sous-jacents aux provisions mathématiques. La variation de la juste valeur de ces actifs se reflète par conséquent dans l'augmentation (diminution) du passif relatif aux contrats d'assurance.

*Autres produits* – Les autres produits sont constitués des honoraires liés à la gestion des fonds distincts et des fonds communs de placement, des revenus tirés des régimes d'avantages sociaux non assurés (RASNA) ainsi que des revenus d'honoraires provenant des filiales de courtage et des actifs gérés pour des tiers. Les autres produits ont diminué de 24,6 millions de dollars au premier trimestre de 2019, par rapport au trimestre correspondant de 2018, étant donné la variation des marchés boursiers observée à la fin de 2018 qui a eu une incidence sur l'actif géré pour des tiers dans le secteur de la Gestion de patrimoine individuel.

#### **Prestations sur contrats et charges**

Les prestations sur contrats et charges ont augmenté de 2 325,2 millions de dollars au premier trimestre de 2019 si on compare avec celles du premier trimestre de 2018. Les principaux éléments qui ont contribué à cette variation sont énumérés ci-dessous.

Une augmentation des charges provenant de :

- L'augmentation du passif relatif aux contrats d'assurance. La variation de ce passif au cours d'une période reflète notamment la variation de la juste valeur et du rendement des actifs qui appartiennent aux provisions mathématiques, la variation des primes et prestations nettes sur contrats, les transferts nets aux fonds distincts et les variations des provisions mathématiques qui découlent des changements d'hypothèses;
- Une augmentation des prestations nettes, qui reflète le cours normal des activités. Rappelons que les prestations nettes comprennent les prestations versées à la suite de décès, d'invalidités, de maladies, de sinistres ou de résiliations de contrats ainsi que les paiements de rentes.

La hausse des prestations sur contrats et charges a été amoindrie par la diminution des charges suivantes :

- La variation positive de l'actif de réassurance en 2019 comparativement à 2018. Notons que les facteurs qui ont une incidence sur cet élément sont généralement les mêmes que ceux qui influent sur la variation du passif relatif aux contrats d'assurance;
- La diminution des transferts nets aux fonds distincts par rapport à 2018 dans les secteurs de la Gestion de patrimoine individuel et de l'Épargne et retraite collectives.

#### **Impôts**

Pour le premier trimestre de 2019, la Société rapporte une charge d'impôts de 50,5 millions de dollars, comparativement à une charge de 34,8 millions de dollars en 2018. Ces montants représentent la charge fiscale de la Société nette des ajustements pour les années antérieures.

### Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires

Le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires totalise 151,1 millions de dollars pour le premier trimestre de 2019, comparativement à 139,2 millions de dollars pour la période correspondante de 2018. La variation à la hausse s'explique essentiellement par les éléments mentionnés dans cette section.

Le tableau qui suit présente un sommaire des résultats financiers de iA Société financière pour les huit derniers trimestres.

Autres données financières								
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	2019	2018				2017		
	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2
Produits	4 927,0	2 587,4	1 980,2	2 772,7	2 572,1	3 680,2	1 622,8	3 116,1
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	151,1	149,5	164,9	159,1	139,2	132,8	144,9	127,5
Résultat par action ordinaire								
De base	1,41 \$	1,37 \$	1,50 \$	1,45 \$	1,30 \$	1,25 \$	1,36 \$	1,20 \$
Dilué	1,40 \$	1,36 \$	1,50 \$	1,44 \$	1,29 \$	1,24 \$	1,35 \$	1,19 \$

### Opérations entre parties liées

Il n'y a aucune opération importante entre parties liées hors du cours normal des affaires à signaler pour le premier trimestre de 2019.

### Liquidités

Afin de maintenir en tout temps un niveau de liquidités suffisant pour honorer ses engagements, la Société conserve une bonne proportion de titres facilement négociables et exerce une gestion rigoureuse de la trésorerie et de l'appariement.

Compte tenu de la volatilité des marchés financiers, la Société effectue des simulations afin de mesurer ses besoins de liquidités selon divers scénarios, dont certains peuvent être qualifiés d'« extrêmes ». À la lumière de ces simulations, et compte tenu de la qualité de son portefeuille de placements, la Société est d'avis que son niveau de liquidités actuel ne constitue pas un enjeu.

Pour plus d'informations sur les risques en matière de liquidités et leur gestion, se référer à la section « Gestion des risques » du *Rapport annuel 2018* de iA Assurance.

De plus, la Société a conclu des engagements de placement et possède une marge de crédit. Les engagements de placement correspondent à divers engagements contractuels qui se rapportent à des offres de prêts commerciaux et résidentiels, à des placements privés, à des coentreprises ainsi qu'à des immeubles qui ne sont pas pris en compte dans les états financiers et qui pourraient ne pas être exécutés.

Pour plus d'informations sur les engagements de la Société, se référer à la note 17 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société.

### Méthodes comptables et principales estimations comptables

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités du premier trimestre sont établis comme décrit dans la note 1, « Information générale », de ces mêmes états financiers.

La préparation des états financiers exige que la direction exerce son jugement, effectue des estimations et établisse des hypothèses qui influent sur les montants d'actifs et de passifs présentés, sur le résultat net et sur l'information complémentaire. Les résultats réels peuvent différer des meilleures estimations faites par la direction. La direction a exercé son jugement, a effectué des estimations et a établi des hypothèses dont le détail se trouve à la note 2 b) des états financiers consolidés du *Rapport annuel 2018* de iA Assurance.

Le détail des nouvelles normes comptables appliquées et des modifications des méthodes comptables est présenté à la note 2, « Modifications de méthodes comptables », des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

## PLACEMENTS

<b>Composition des placements</b>			
<b>(En millions de dollars, sauf indication contraire)</b>	<b>31 mars 2019</b>	<b>31 décembre 2018</b>	<b>31 mars 2018</b>
Valeur comptable des placements	36 572,6	34 578,9	33 992,4
Répartition des placements par catégories d'actifs			
Obligations	69,0 %	68,3 %	69,2 %
Actions	8,5 %	8,8 %	9,9 %
Prêts hypothécaires et autres prêts	10,0 %	10,6 %	9,7 %
Immeubles de placement	4,7 %	5,0 %	4,0 %
Avances sur contrats	2,6 %	2,7 %	2,7 %
Trésorerie et placements à court terme	2,5 %	3,0 %	2,7 %
Autres	2,7 %	1,6 %	1,8 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %

La valeur totale du portefeuille de placements se situait à près de 36,6 milliards de dollars au 31 mars 2019, en hausse par rapport à la valeur au 31 décembre 2018. Le tableau ci-dessus donne les principales catégories d'actifs qui composent le portefeuille de placements de la Société et témoigne d'une répartition qui est demeurée relativement stable depuis le dernier trimestre.

<b>Qualité des placements</b>			
<b>(En millions de dollars, sauf indication contraire)</b>	<b>31 mars 2019</b>	<b>31 décembre 2018</b>	<b>31 mars 2018</b>
Placements douteux bruts	24,2	24,5	27,3
Provisions pour placements douteux	8,6	8,6	6,9
Placements douteux nets	15,6	15,9	20,4
Placements douteux nets en % des placements totaux	0,04 %	0,05 %	0,06 %
Obligations – Proportion des titres cotés BB et moins	0,92 %	0,78 %	0,86 %
Prêts hypothécaires – Proportion des prêts titrisés et assurés <sup>15</sup>	39,7%	37,2%	41,1%
– Proportion des prêts assurés	36,9 %	39,3 %	35,8 %
– Taux de délinquance	0,10 %	0,09 %	0,19 %
Immeubles de placement – Taux d'occupation	96,0 %	95,0 %	92,0 %
Prêts automobiles – Taux de pertes sur prêts moyen (non préférentiels) <sup>16</sup>	5,3 %	5,2 %	5,7 %

Les indices présentés dans le tableau ci-dessus confirment la qualité du portefeuille de placements au premier trimestre.

<b>Instruments financiers dérivés</b>			
<b>(En millions de dollars, sauf indication contraire)</b>	<b>31 mars 2019</b>	<b>31 décembre 2018</b>	<b>31 mars 2018</b>
Montant notionnel total (G\$)	19,5	17,4	14,4
Risque de crédit de la Société			
AA - ou supérieur	100 %	100 %	100 %
A +	—	—	—
Juste valeur positive	657,1	224,9	305,1
Juste valeur négative	237,1	429,2	250,9

<sup>15</sup> Une portion négligeable des prêts titrisés et assurés pouvait ne pas être assurée à la fin du trimestre.

<sup>16</sup> Représente les pertes sur prêts non préférentiels pour les douze derniers mois divisées par la moyenne des sommes à recevoir durant la même période.

La Société utilise des instruments financiers dérivés dans le cours normal de sa gestion des risques qui découlent des fluctuations des taux d'intérêt, des marchés boursiers, des devises et des justes valeurs des actifs investis. Ces instruments sont composés de divers contrats tels des swaps de taux d'intérêt, des contrats d'indices de marché et de taux de change ainsi que des contrats à terme de gré à gré et des contrats à terme standardisés.

Les instruments financiers dérivés de la Société sont utilisés dans le cadre du programme de couverture dynamique des risques (*hedging program*). Ce programme vise à atténuer la sensibilité des garanties liées à certains produits de fonds distincts aux fluctuations des taux d'intérêt et des marchés boursiers. Les instruments financiers dérivés de la Société sont également utilisés afin de couvrir le risque de change et le risque de taux d'intérêt de la Société ainsi que dans le cadre de stratégies de placement réduisant le profil de risque de la société.

La juste valeur positive représente les montants qui sont payables à la Société par les différentes contreparties et elle fluctue d'une période à une autre, selon l'évolution des taux d'intérêt, des marchés boursiers et des taux de change. La juste valeur négative représente, à l'inverse, le montant payable par la Société aux différentes contreparties.

Pour plus d'informations, se référer aux notes 3 et 6 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités.

## SITUATION FINANCIÈRE

<b>Capital</b>			
(En millions de dollars)	31 mars 2019	31 décembre 2018	31 mars 2018
Capitaux propres			
Actions ordinaires	1 634,5	1 655,5	1 668,0
Actions privilégiées émises par une filiale	525,0	525,0	525,0
Surplus d'apport	22,5	22,8	20,2
Résultats non distribués <sup>17,18</sup>	3 474,0	3 447,0	3 135,0
Cumul des autres éléments du résultat global	84,8	22,5	36,7
Total partiel	5 740,8	5 672,8	5 384,9
Débitures	901,5	901,4	1 000,4
Comptes des contrats avec participation	45,7	45,3	41,5
Total	6 688,0	6 619,5	6 426,8

## Capitalisation

Le capital de la Société s'établissait à près de 6,7 milliards de dollars au 31 mars 2019, en hausse de 68,5 millions de dollars par rapport au 31 décembre 2018. Cette augmentation provient notamment de la hausse des résultats non distribués et des gains non réalisés sur des titres de créance disponibles à la vente.

<b>Solvabilité<sup>17,18,19</sup></b>			
(En millions de dollars, sauf indication contraire)	31 mars 2019	31 décembre 2018	31 mars 2018
Capitaux disponibles			
Catégorie 1	3 082,7	3 076,9	3 088,7
Catégorie 2	1 403,4	1 392,0	1 374,9
Attribution de l'avoir et dépôts admissibles	4 268,2	4 045,6	4 063,8
Total	8 754,3	8 514,5	8 527,4
Coussin de solvabilité global	7 048,1	6 755,2	7 106,8
Ratio de solvabilité	124 %	126 %	120 %

<sup>17</sup> Au quatrième trimestre de 2018, la société a effectué un ajustement relatif à l'estimation du passif d'impôts liée aux périodes antérieures en abaissant de 58 millions de dollars les résultats non distribués au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

<sup>18</sup> Au T3-2018, un ajustement rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2018 a été apporté à la suite de l'application de la norme IFRS 15.

<sup>19</sup> Ce tableau fournit des données qui mesurent la capacité de la Société à satisfaire aux exigences de capital établies par les autorités de surveillance. Il s'agit de mesures non conformes aux IFRS.

La Société termine le premier trimestre de 2019 avec un ratio de solvabilité de 124 %. La variation comparativement au ratio calculé au 31 décembre 2018 découle de l'effet net des éléments suivants : la génération organique de capital, qui comprend notamment l'apport du bénéfice, net des dividendes versés aux actionnaires (+1 point de pourcentage), l'impact de stratégies d'investissement pour diminuer les risques macro-économiques (+0,5 point de pourcentage), la mise en place de la norme IFRS-16 pour les contrats de location (-1 point de pourcentage), les variations macro-économique, principalement la diminution des écarts de crédit (-1,5 point de pourcentage), et le programme de rachat d'actions (-1 point de pourcentage). La fourchette cible de la Société, quant au ratio de solvabilité, est de 110 % à 116 %.

Au premier trimestre, la Société a généré environ 65 millions de dollars de capital additionnel de manière organique.

<b>Levier financier</b>			
	<b>31 mars 2019</b>	<b>31 décembre 2018</b>	<b>31 mars 2018</b>
Ratio d'endettement			
Débitures/capital <sup>20,21</sup>	13,5 %	13,6 %	15,6 %
Débitures et actions privilégiées émises par une filiale/capital <sup>20,21</sup>	21,3 %	21,5 %	23,7 %
Ratio de couverture <sup>22</sup>	14,8x	14,6x	14,1x

La diminution des ratios d'endettement durant le premier trimestre reflète l'augmentation du capital de la Société. Par ailleurs, l'augmentation du ratio de couverture s'explique principalement par la hausse des bénéfices réalisés et la diminution des charges de financement au cours des douze derniers mois.

<b>Valeur comptable par action ordinaire et capitalisation boursière</b>			
	<b>31 mars 2019</b>	<b>31 décembre 2018</b>	<b>31 mars 2018</b>
Valeur comptable par action ordinaire <sup>20,21</sup>	48,79 \$	47,40 \$	44,34 \$
Nombre d'actions ordinaires en circulation	106 944 397	108 575 222	109 570 610
Valeur de l'action à la clôture	49,28 \$	43,57 \$	53,00 \$
Capitalisation boursière	5 270 219 884 \$	4 730 622 423 \$	5 807 242 330 \$

La valeur comptable par action ordinaire s'élevait à 48,79 \$ au 31 mars 2019, en hausse de 2,9 % par rapport au 31 décembre 2018 et de 10,0 % au cours des douze derniers mois. Cette progression rend compte principalement de l'apport des résultats non distribués.

La baisse du nombre d'actions ordinaires au cours du trimestre est attribuable principalement au rachat d'actions dans le cadre de l'offre publique de rachat d'actions. Au cours du premier trimestre de 2019, la Société a racheté 1,8 million d'actions, pour une valeur totale de 86,2 millions de dollars. Ainsi, entre le 12 novembre 2018 et le 31 mars 2019, la Société a racheté 2,9 millions d'actions, pour une valeur totale de 135,8 millions de dollars, représentant 2,6 % des actions au 1<sup>er</sup> novembre 2018. Au 31 mars 2019, la capitalisation boursière de la Société atteignait près de 5,3 milliards de dollars, ce qui représente une hausse de 11,4 % au cours du trimestre.

## DÉCLARATION DE DIVIDENDE

Le conseil d'administration de iA Société financière a approuvé le versement d'un dividende trimestriel de 0,4500 \$ par action ordinaire en circulation de iA Société financière, ce qui représente une augmentation de 8 %, ou de 0,0350 \$, par rapport au dividende payé au premier trimestre de 2019 (0,4150 \$).

Le conseil d'administration de iA Assurance a approuvé le versement d'un dividende trimestriel de 0,2875 \$ par action privilégiée à dividende non cumulatif de catégorie A – série B, de 0,2360625 \$ par action privilégiée à dividende non cumulatif de catégorie A – série G et de 0,3000 \$ par action privilégiée à dividende non cumulatif de catégorie A – série I de iA Assurance.

<sup>20</sup> Au quatrième trimestre de 2018, la société a effectué un ajustement relatif à l'estimation du passif d'impôts liée aux périodes antérieures en abaissant de 58 millions de dollars les résultats non distribués au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

<sup>21</sup> Au T3-2018, un ajustement rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2018 a été apporté à la suite de l'application de la norme IFRS 15.

<sup>22</sup> Calculé en divisant les bénéfices des douze derniers mois (avant impôts et intérêts) par la somme des intérêts, des dividendes sur actions privilégiées émises par une filiale et des primes au rachat sur actions privilégiées émises par une filiale (s'il y a lieu)

Voici les montants et les dates de paiement et de clôture des registres pour les actions ordinaires de iA Société financière et les différentes catégories d'actions privilégiées de iA Assurance.

<b>Déclaration de dividende</b>				
	<b>Montant</b>	<b>Date de paiement</b>	<b>Date de clôture</b>	
Action ordinaire - iA Société financière	0,4500 \$	17 juin 2019	24 mai 2019	
Action privilégiée de catégorie A – série B - iA Assurance	0,2875 \$	2 juillet 2019	31 mai 2019	Dividende non cumulatif
Action privilégiée de catégorie A – série G - iA Assurance	0,2360625 \$	2 juillet 2019	31 mai 2019	Dividende non cumulatif
Action privilégiée de catégorie A – série I - iA Assurance	0,3000 \$	2 juillet 2019	31 mai 2019	Dividende non cumulatif

Le conseil d'administration de iA Assurance a aussi approuvé le versement d'un dividende de 90 millions de dollars à l'unique porteur des actions ordinaires, iA Société financière. Ce dividende sera payé au plus tard le 30 juin 2019.

Notons que tous les dividendes versés par iA Société financière sur ses actions ordinaires et privilégiées sont des dividendes déterminés en vertu de la Loi de l'impôt sur le revenu (Canada) et de toute législation fiscale provinciale et territoriale correspondante.

### Réinvestissement des dividendes

Les actionnaires inscrits qui souhaitent adhérer au régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions de iA Société financière pour réinvestir le prochain dividende qui sera versé le 17 juin 2019 doivent s'assurer que le formulaire à cet effet dûment rempli parvient à Computershare au plus tard à 16 h le 16 mai 2019. Pour savoir comment vous inscrire, visitez le site Internet de iA Groupe financier, à l'adresse [ia.ca](http://ia.ca), sous l'onglet *À propos*, à la section *Relations avec les investisseurs/Dividendes*. Il est à noter que les actions ordinaires émises en vertu du régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions de iA Société financière seront achetées sur le marché secondaire et qu'aucun escompte ne s'appliquera.

### ANALYSE DE SENSIBILITÉ

<b>Analyse de sensibilité<sup>23</sup></b>			
	<b>31 mars 2019</b>	<b>31 décembre 2018</b>	<b>31 mars 2018</b>
Valeur de clôture S&P/TSX	16 102 points	14 323 points	15 367 points
Ratio de solvabilité <sup>24,25</sup>	124 %	126 %	120 %
<b>Incidence d'une baisse des marchés boursiers (indice S&amp;P/TSX)</b>			
Baisse de l'indice qui rendrait nécessaire un renforcement des provisions mathématiques pour les actions appariant les engagements à long terme	(26 %)	(20 %)	(26 %)
Seuil déclencheur de l'indice	11 900 points	11 500 points	11 400 points
Baisse de l'indice qui ferait diminuer le ratio de solvabilité à 110 %	(73 %)	(65 %)	
Seuil déclencheur de l'indice	4 400 points	5 000 points	
Baisse de l'indice qui ferait diminuer le ratio de solvabilité à 112 % <sup>24</sup>			(37 %)
Seuil déclencheur de l'indice			9 700 points
Incidence sur le résultat net d'une baisse subite de 10 % des marchés boursiers (sur une année)	(32 M\$)	(30 M\$)	(31 M\$)
<b>Incidence sur le bénéfice net attribué aux actionnaires ordinaires d'une baisse hypothétique de 10 pbs des taux d'intérêt</b>			
Baisse du taux de réinvestissement initial (IRR)	(13 M\$)	(10 M\$)	(13 M\$)
Baisse du taux de réinvestissement ultime (URR)	(68 M\$)	(66 M\$)	(70 M\$)

<sup>23</sup> L'analyse de sensibilité s'appuie sur des mesures non définies par les IFRS.

<sup>24</sup> Au quatrième trimestre de 2018, la société a effectué un ajustement relatif à l'estimation du passif d'impôts liée aux périodes antérieures en abaissant de 58 millions de dollars les résultats non distribués au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

<sup>25</sup> Au T3-2018, un ajustement rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2018 a été apporté à la suite de l'application de la norme IFRS 15.

### Remarques liées aux sensibilités

Les sensibilités présentées ci-dessus sont des estimations de l'incidence qu'auraient sur les états financiers des changements soudains dans les taux d'intérêt ou la valeur des titres boursiers. Pour diverses raisons, les résultats réels pourraient différer de façon importante de ces estimations : interaction entre ces facteurs, changements dans la composition des affaires, changements dans les hypothèses actuarielles et de placement, changements dans les stratégies de placement, résultats techniques réels qui diffèrent des hypothèses, taux d'impôt effectif, facteurs liés aux marchés et limitations de nos modèles internes. Par conséquent, ces sensibilités ne doivent être vues qu'à titre d'estimations directionnelles des sensibilités sous-jacentes aux divers facteurs qui reposent sur les hypothèses présentées ci-dessus. Étant donné la nature des calculs, nous ne pouvons garantir que l'incidence réelle sur le bénéfice net et sur le ratio de solvabilité sera celle qui paraît au tableau ci-dessus.

*Sensibilités du capital aux marchés boursiers* – Les variations des marchés boursiers représentent un changement soudain dans les placements publics et privés (sauf dans les placements dans les infrastructures), à la fin du trimestre. Les sensibilités incluent l'utilisation par la Société d'une protection à l'égard des marchés boursiers pour éviter une incidence sur le bénéfice net et l'incidence d'un rééquilibrage des couvertures d'actions pour le programme de couverture dynamique de la Société. Elles excluent toute action ultérieure à l'égard du portefeuille de placements de la Société.

### MISE EN GARDE ET RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

#### Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Pendant la période intermédiaire terminée le 31 mars 2019, la Société n'a apporté aucun changement à son contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence importante, ou raisonnablement susceptible d'avoir une incidence importante, sur ses activités de contrôle interne à l'égard de l'information financière.

#### Renseignements financiers non conformes aux IFRS

iA Société financière publie ses résultats et ses états financiers conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS). Toutefois, la Société publie également certaines mesures qui ne sont pas conformes aux IFRS (non conformes aux IFRS). Une mesure est considérée comme non conforme aux IFRS aux fins de la législation canadienne sur les valeurs mobilières lorsqu'elle est présentée autrement que selon les principes comptables généralement reconnus utilisés pour les états financiers audités de la Société. Les mesures financières non conformes aux IFRS sont souvent accompagnées des mesures financières conformes aux IFRS et comparées avec ces dernières afin d'en établir la concordance. Pour certaines mesures financières non conformes aux IFRS, il n'existe toutefois aucune mesure directement comparable selon les IFRS. La Société est d'avis que les mesures non conformes aux IFRS fournissent des renseignements additionnels pour mieux comprendre ses résultats financiers et effectuer une meilleure analyse de son potentiel de croissance et de bénéfice, et qu'elles facilitent la comparaison des résultats trimestriels et annuels de ses activités courantes. Comme les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de définitions ou de significations normalisées, il est possible qu'elles diffèrent des mesures financières non conformes aux IFRS utilisées par d'autres sociétés et elles ne doivent pas être considérées comme une alternative aux mesures de performance financière déterminées conformément aux IFRS. La Société incite fortement les investisseurs à consulter l'intégralité de ses états financiers et de ses autres rapports déposés auprès d'organismes publics, et à ne pas se fier à une mesure financière unique, quelle qu'elle soit.

Les mesures financières non conformes aux IFRS publiées par la Société incluent, sans toutefois s'y limiter : le rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires, le bénéfice par action ordinaire (BPA) tiré des activités de base, le rendement des capitaux propres aux actionnaires ordinaires tiré des activités de base, les ventes, les ventes nettes, l'actif sous gestion (ASG), l'actif sous administration (ASA), les équivalents de primes, les dépôts, les mesures de provenance du bénéfice (le bénéfice anticipé sur l'en-vigueur, les gains et pertes sur les résultats techniques, le *drain* lié aux nouvelles ventes, les changements d'hypothèses, les mesures prises par la direction et le revenu sur le capital), le capital, le ratio de solvabilité, les sensibilités aux marchés boursiers et aux taux d'intérêt, les prêts émis, les sommes à recevoir et le taux de perte sur prêts autos moyen.

L'analyse de rentabilité selon la provenance du bénéfice présente les sources de bénéfices en conformité avec la ligne directrice émise par le Bureau du surintendant des institutions financières et établie en collaboration avec l'Institut canadien des actuaires. Cette analyse a pour but de compléter la divulgation qu'exigent les IFRS et de permettre aux intervenants actuels et à venir de mieux comprendre la situation financière de la Société et de se faire une opinion plus éclairée sur la qualité, la volatilité potentielle et la pérennité des bénéfices. Elle fournit une analyse de l'écart entre le revenu réel et le revenu qui aurait été déclaré si toutes les hypothèses faites au début de la période de déclaration s'étaient concrétisées pendant la période. Elle présente les mesures suivantes : le bénéfice anticipé sur l'en-vigueur (qui représente la fraction du revenu net consolidé découlant des polices en vigueur au début de la période de déclaration qui devait être réalisée en fonction de la concrétisation des hypothèses de meilleure estimation); les gains et pertes sur les résultats techniques (qui représentent les gains et pertes attribuables à la différence entre les résultats réels au cours de la période de déclaration et les hypothèses de meilleure estimation faites en début de cette même période); le *drain* lié aux nouvelles ventes (qui représente l'effet au point de vente sur le revenu net découlant de la souscription de nouvelles polices au

cours de la période); les changements d'hypothèses, les mesures prises par la direction et le revenu sur le capital (qui représente le revenu net gagné à l'égard de l'excédent de la Société).

Les ventes sont des mesures non conformes aux IFRS et permettent de mesurer la capacité de la Société à générer de nouvelles affaires. Elles sont définies comme étant les entrées de fonds des nouvelles affaires souscrites au cours de la période. Les primes nettes, qui font partie des produits présentés aux états financiers, incluent à la fois les entrées de fonds provenant des nouvelles affaires souscrites et celles des contrats en vigueur. L'actif sous gestion et sous administration est une mesure non conforme aux IFRS qui permet de mesurer la capacité de la Société à générer des honoraires, en particulier en ce qui touche les fonds de placement et les fonds sous administration. Une analyse des produits par secteurs est présentée à la section « Analyse selon les résultats financiers » du Rapport de gestion.

Le bénéfice par action ordinaire tiré des activités de base est une mesure non conforme aux IFRS qui permet de mieux comprendre la capacité de la Société à générer des bénéfices renouvelables.

L'estimation faite par la direction du bénéfice par action ordinaire tiré des activités de base exclut : 1) certains éléments, y compris, sans toutefois s'y limiter, les changements d'hypothèses en fin d'année et les gains et pertes d'impôt inhabituels sur le revenu; 2) les gains et pertes découlant des marchés et qui sont liés aux polices d'assurance vie universelle, aux fonds de placement (ratio de frais de gestion) et au programme de couverture dynamique rattaché aux garanties des fonds distincts; 3) les gains et pertes qui excèdent 0,04 \$ par action, sur base trimestrielle, pour le *drain* sur les nouvelles affaires en assurance individuelle, pour les résultats techniques par unité d'exploitation (Assurance individuelle, Gestion de patrimoine individuel, Assurance collective, Épargne et retraite collectives, Affaires américaines et iA Assurance auto et habitation), pour les gains et pertes d'impôt habituels sur le revenu et pour les revenus d'investissements sur le capital.

### Énoncés prospectifs

Ce rapport de gestion peut contenir des énoncés qui font référence aux stratégies de iA Société financière ou des énoncés de nature prévisionnelle, qui dépendent d'événements ou de conditions futurs ou y font référence, ou qui comprennent des mots tels que « pourrait » et « devrait », ou des verbes comme « supposer », « s'attendre à », « prévoir », « entendre », « planifier », « croire », « estimer » et « continuer » ou leur forme future (ou leur forme négative), ou encore des mots tels que « objectif » et « but » ou des termes ou des expressions semblables. De tels énoncés constituent des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières. Les énoncés prospectifs comprennent, notamment, les renseignements concernant les résultats d'exploitation futurs possibles ou présumés de la Société. Ils ne constituent pas des faits historiques, mais représentent uniquement les attentes, les estimations et les projections de la Société à l'égard d'événements futurs.

Bien que iA Société financière estime que les attentes reflétées dans ces énoncés prospectifs soient raisonnables, ces énoncés comportent des risques et des incertitudes et les lecteurs ne devraient pas s'y fier indûment. Les énoncés prospectifs étant fondés sur des hypothèses ou des facteurs importants, les résultats réels peuvent différer sensiblement des résultats qui y sont exprimés explicitement ou implicitement. Les facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des résultats prévus sont notamment la conjoncture commerciale et économique; la concurrence et le regroupement des sociétés; les changements apportés aux lois et aux règlements, y compris aux lois fiscales; les liquidités de iA Société financière, notamment la disponibilité de financement pour respecter les engagements financiers en place aux dates d'échéance prévues lorsqu'il le faut; l'exactitude de l'information reçue de cocontractants et la capacité des cocontractants à respecter leurs engagements; l'exactitude des conventions comptables et des méthodes actuarielles utilisées par iA Société financière; les risques d'assurance, soit le taux de mortalité, le taux de morbidité, la longévité et le comportement des titulaires de polices, notamment l'occurrence de catastrophes naturelles ou imputables à l'homme, de pandémies et d'actes terroristes.

Des renseignements supplémentaires sur des facteurs importants qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement des prévisions et sur les hypothèses ou les facteurs importants sur lesquels sont fondés les énoncés prospectifs sont présentés à la section « Gestion des risques » du *Rapport de gestion* de l'année 2018 et à la note « Gestion des risques associés aux instruments financiers » afférente aux *États financiers consolidés audités* de l'exercice terminé le 31 décembre 2018, de même que dans d'autres documents que iA Société financière a déposés auprès des autorités en valeurs mobilières du Canada, qui peuvent être consultés à l'adresse [sedar.com](http://sedar.com).

Les énoncés prospectifs contenus dans ce rapport de gestion reflètent les attentes de la Société à la date du présent rapport de gestion. iA Société financière ne s'engage aucunement à mettre à jour ces énoncés prospectifs ou à en publier une révision afin de tenir compte d'événements ou de circonstances postérieurs à la date du présent rapport de gestion ou afin de tenir compte de la survenance d'événements imprévus, sauf lorsque la loi l'exige.

**Documents relatifs aux résultats financiers**

Tous les documents relatifs aux résultats financiers de iA Société financière et de iA Assurance sont disponibles sur le site Internet de iA Groupe financier, à l'adresse [ia.ca](http://ia.ca), sous l'onglet *À propos*, à la section *Relations avec les investisseurs/Rapports financiers*. On peut également obtenir davantage de renseignements sur les sociétés sur le site SEDAR, à l'adresse [sedar.com](http://sedar.com), de même que dans la notice annuelle de iA Assurance, que l'on peut trouver sur le site de iA Groupe financier ou sur le site SEDAR.

iA Groupe financier est une marque de commerce et un autre nom sous lequel iA Société financière inc. et l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. exercent leurs activités.

## États des résultats consolidés

(non audités, en millions de dollars, sauf indication contraire)	Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
	2019	2018
	\$	\$
<b>Produits</b>		
<b>Primes</b>		
Primes brutes	2 541	2 354
Primes cédées	(186)	(168)
Primes nettes (note 13)	2 355	2 186
<b>Produits de placement (note 3)</b>		
Intérêts et autres produits tirés des placements	326	325
Variation de la juste valeur des placements	1 836	(374)
	2 162	(49)
Autres produits	410	435
	4 927	2 572
<b>Prestations sur contrats et charges</b>		
Prestations et règlements bruts sur contrats	1 494	1 393
Prestations et règlements cédés sur contrats	(117)	(112)
Transfert net aux fonds distincts	224	315
Augmentation (diminution) du passif relatif aux contrats d'assurance	2 350	(50)
Augmentation du passif relatif aux contrats d'investissement	14	1
Diminution (augmentation) de l'actif de réassurance	(39)	66
	3 926	1 613
Commissions	385	409
Frais généraux	361	324
Taxes sur primes et autres taxes	32	31
Charges financières	15	17
	4 719	2 394
<b>Résultat avant impôts</b>	208	178
Impôts sur le résultat (note 12)	50	35
<b>Résultat net</b>	158	143
Résultat net attribué aux contrats avec participation	1	—
<b>Résultat net attribué aux actionnaires</b>	157	143
Dividendes sur actions privilégiées émises par une filiale (note 9)	6	4
<b>Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires</b>	151	139
<b>Résultat par action ordinaire (en dollars) (note 14)</b>		
De base	1,41	1,30
Dilué	1,40	1,29
<b>Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en millions d'unités) (note 14)</b>		
De base	108	107
Dilué	108	108
<b>Dividendes par action ordinaire (en dollars) (note 8)</b>	0,42	0,38

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## États du résultat global consolidés

(non audités, en millions de dollars)	Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
	2019	2018
	\$	\$
<b>Résultat net</b>	<b>158</b>	<b>143</b>
<b>Autres éléments du résultat global, nets d'impôts</b>		
<b>Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement dans le résultat net :</b>		
Actifs financiers disponibles à la vente		
Profits (pertes) latents sur les actifs financiers disponibles à la vente	70	(15)
Reclassement des profits sur les actifs financiers disponibles à la vente inclus dans le résultat net	(2)	(2)
	<b>68</b>	<b>(17)</b>
Couverture d'investissements nets		
Profits (pertes) latents résultant de la conversion des établissements étrangers	(25)	27
Couverture d'investissements nets dans des établissements étrangers	20	(21)
	<b>(5)</b>	<b>6</b>
Couverture de flux de trésorerie		
Pertes latentes sur les couvertures de flux de trésorerie	(1)	—
Reclassement des profits sur les couvertures de flux de trésorerie inclus dans le résultat net	—	(1)
	<b>(1)</b>	<b>(1)</b>
<b>Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement dans le résultat net :</b>		
Réévaluation relative aux avantages postérieurs à l'emploi	(22)	(14)
Total des autres éléments du résultat global	<b>40</b>	<b>(26)</b>
<b>Résultat global</b>	<b>198</b>	<b>117</b>
Résultat global attribué aux contrats avec participation	1	—
<b>Résultat global attribué aux actionnaires</b>	<b>197</b>	<b>117</b>

## Impôts sur le résultat inclus dans les autres éléments du résultat global

(non audités, en millions de dollars)	Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
	2019	2018
	\$	\$
<b>Recouvrement (charge) d'impôts sur le résultat relatif à :</b>		
<b>Éléments susceptibles d'être reclassés ultérieurement dans le résultat net :</b>		
Profits (pertes) latents sur les actifs financiers disponibles à la vente	(25)	5
Reclassement des profits sur les actifs financiers disponibles à la vente inclus dans le résultat net	2	1
Couverture d'investissements nets dans des établissements étrangers	(3)	4
	<b>(26)</b>	<b>10</b>
<b>Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement dans le résultat net :</b>		
Réévaluation relative aux avantages postérieurs à l'emploi	8	5
<b>Total des recouvrements (charges) d'impôts sur le résultat inclus dans les autres éléments du résultat global</b>	<b>(18)</b>	<b>15</b>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## États de la situation financière consolidés

(en millions de dollars)	Au 31 mars 2019 (non audités) \$	Au 31 décembre 2018 \$
<b>Actif</b>		
Trésorerie et placements à court terme	917	1 046
Obligations	25 229	23 592
Actions	3 095	3 055
Prêts hypothécaires et autres prêts	3 671	3 661
Instruments financiers dérivés (note 6)	657	225
Avances sur contrats	946	951
Autres placements	337	329
Immeubles de placement	1 721	1 720
Total des placements (note 3)	36 573	34 579
Autres éléments d'actif	2 758	2 172
Actif de réassurance	1 042	1 001
Immobilisations corporelles	416	277
Actif d'impôts différés	28	26
Immobilisations incorporelles	1 083	1 071
Goodwill	631	633
Actif total du fonds général	42 531	39 759
Actif net des fonds distincts (note 7)	25 759	23 781
<b>Actif total</b>	<b>68 290</b>	<b>63 540</b>
<b>Passif</b>		
Passif relatif aux contrats d'assurance	28 284	25 940
Passif relatif aux contrats d'investissement	628	630
Instruments financiers dérivés (note 6)	237	429
Autres éléments de passif	6 424	5 875
Passif d'impôts différés	270	266
Déventures	901	901
Passif total du fonds général	36 744	34 041
Passif relatif aux fonds distincts (note 7)	25 759	23 781
<b>Passif total</b>	<b>62 503</b>	<b>57 822</b>
<b>Capitaux propres</b>		
Capital social et surplus d'apport	1 657	1 678
Actions privilégiées émises par une filiale (note 9)	525	525
Résultats non distribués et cumul des autres éléments du résultat global	3 559	3 470
Comptes des contrats avec participation	46	45
	5 787	5 718
<b>Passif et capitaux propres totaux</b>	<b>68 290</b>	<b>63 540</b>

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## États des variations des capitaux propres consolidés

(non audités, en millions de dollars)

Au 31 mars 2019

	Comptes des contrats avec participation	Actions ordinaires  (note 8)	Actions privilégiées émises par une filiale  (note 9)	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global  (note 10)	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 31 décembre 2017	41	1 521	375	19	3 073	49	5 078
Effet de l'adoption de IFRS 15	—	—	—	—	(20)	—	(20)
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2018	41	1 521	375	19	3 053	49	5 058
Résultat net attribué aux actionnaires	—	—	—	—	634	—	634
Résultat net attribué aux contrats avec participation	4	—	—	—	—	—	4
Autres éléments du résultat global	—	—	—	—	—	(36)	(36)
<b>Résultat global de l'exercice</b>	<b>4</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>634</b>	<b>(36)</b>	<b>602</b>
Transfert des avantages postérieurs à l'emploi	—	—	—	—	(10)	10	—
<b>Transactions relatives aux capitaux propres</b>							
Régime d'options d'achat d'actions	—	—	—	5	—	—	5
Options d'achat d'actions exercées	—	—	—	(1)	—	—	(1)
Émissions d'actions ordinaires	—	151	—	—	—	—	151
Émissions d'actions privilégiées par une filiale, nettes des frais d'émission	—	—	150	—	(3)	—	147
Rachat d'actions ordinaires	—	(17)	—	—	(33)	—	(50)
Dividendes sur actions ordinaires	—	—	—	—	(173)	—	(173)
Dividendes sur actions privilégiées émises par une filiale	—	—	—	—	(21)	—	(21)
<b>Solde au 31 décembre 2018</b>	<b>45</b>	<b>1 655</b>	<b>525</b>	<b>23</b>	<b>3 447</b>	<b>23</b>	<b>5 718</b>
Résultat net attribué aux actionnaires	—	—	—	—	157	—	157
Résultat net attribué aux contrats avec participation	1	—	—	—	—	—	1
Autres éléments du résultat global	—	—	—	—	—	40	40
<b>Résultat global de la période</b>	<b>1</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>—</b>	<b>157</b>	<b>40</b>	<b>198</b>
Transfert des avantages postérieurs à l'emploi	—	—	—	—	(22)	22	—
Autres	—	—	—	—	1	—	1
<b>Transactions relatives aux capitaux propres</b>							
Régime d'options d'achat d'actions	—	—	—	1	—	—	1
Options d'achat d'actions exercées	—	—	—	(1)	—	—	(1)
Émissions d'actions ordinaires	—	7	—	—	—	—	7
Rachat d'actions ordinaires	—	(28)	—	—	(58)	—	(86)
Dividendes sur actions ordinaires	—	—	—	—	(45)	—	(45)
Dividendes sur actions privilégiées émises par une filiale	—	—	—	—	(6)	—	(6)
<b>Solde au 31 mars 2019</b>	<b>46</b>	<b>1 634</b>	<b>525</b>	<b>23</b>	<b>3 474</b>	<b>85</b>	<b>5 787</b>

(non audités, en millions de dollars)

Au 31 mars 2018

	Comptes des contrats avec participation	Actions ordinaires	Actions privilégiées émises par une filiale	Surplus d'apport	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global (note 10)	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 31 décembre 2017	41	1 521	375	19	3 073	49	5 078
Effet de l'adoption de IFRS 15	—	—	—	—	(20)	—	(20)
Solde au 1 <sup>er</sup> janvier 2018	41	1 521	375	19	3 053	49	5 058
Résultat net attribué aux actionnaires	—	—	—	—	143	—	143
Autres éléments du résultat global	—	—	—	—	—	(26)	(26)
<b>Résultat global de la période</b>	—	—	—	—	143	(26)	117
Transfert des avantages postérieurs à l'emploi	—	—	—	—	(14)	14	—
Autres	—	—	—	—	1	—	1
<b>Transactions relatives aux capitaux propres</b>							
Régime d'options d'achat d'actions	—	—	—	1	—	—	1
Émissions d'actions ordinaires	—	147	—	—	—	—	147
Émissions d'actions privilégiées par une filiale, nettes des frais d'émission	—	—	150	—	(3)	—	147
Dividendes sur actions ordinaires	—	—	—	—	(41)	—	(41)
Dividendes sur actions privilégiées émises par une filiale	—	—	—	—	(4)	—	(4)
Solde au 31 mars 2018	41	1 668	525	20	3 135	37	5 426

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## États des flux de trésorerie consolidés

(non audités, en millions de dollars)	Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
	2019	2018
	\$	\$
<b>Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles</b>		
Résultat avant impôts	208	178
Charges financières	15	17
Impôts payés, nets des remboursements	(116)	(33)
Activités opérationnelles sans effet sur la trésorerie :		
Augmentation (diminution) du passif relatif aux contrats d'assurance	2 377	(39)
Augmentation (diminution) du passif relatif aux contrats d'investissement	(2)	21
Diminution (augmentation) de l'actif de réassurance	(69)	41
Pertes (profits) latents sur les placements	(1 834)	374
Provisions pour pertes	8	5
Amortissement des primes et des escomptes	3	7
Autres amortissements	40	43
Autres éléments sans effet sur la trésorerie	(34)	(52)
Activités opérationnelles ayant un effet sur la trésorerie :		
Ventes, échéances et remboursements liés aux placements	3 459	2 684
Achats liés aux placements	(3 779)	(3 259)
Profits réalisés sur les placements	(11)	(7)
Autres éléments ayant un effet sur la trésorerie	(212)	(208)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités opérationnelles	53	(228)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>		
Acquisitions d'entreprises, nettes de trésorerie	—	(198)
Achats d'immobilisations corporelles et incorporelles	(35)	(28)
Flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement	(35)	(226)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		
Émissions d'actions ordinaires (note 8)	6	145
Rachat d'actions ordinaires	(86)	—
Émissions d'actions privilégiées par une filiale (note 9)	—	147
Rachat des billets à payer	—	(11)
Remboursement d'obligations locatives	(4)	—
Dividendes sur actions ordinaires	(45)	(41)
Dividendes sur actions privilégiées émises par une filiale	(6)	(4)
Intérêts payés sur débentures	(10)	(13)
Intérêts payés sur obligations locatives	(1)	—
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités de financement	(146)	223
Gains (pertes) de conversion sur trésorerie	(1)	3
<b>Diminution de la trésorerie et placements à court terme</b>	<b>(129)</b>	<b>(228)</b>
<b>Trésorerie et placements à court terme au début</b>	<b>1 046</b>	<b>1 141</b>
<b>Trésorerie et placements à court terme à la fin</b>	<b>917</b>	<b>913</b>
<b>Information supplémentaire :</b>		
Trésorerie	479	709
Placements à court terme	438	204
Total de la trésorerie et placements à court terme	917	913

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires résumés.

## Notes complémentaires aux états financiers consolidés intermédiaires résumés

Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2019 et 2018 (non audités) (en millions de dollars, sauf indication contraire)

### 1 › Information générale

iA Société financière inc. (iA Société financière) est une société de gestion de portefeuille inscrite à la Bourse de Toronto, constituée en vertu de la Loi sur les sociétés par actions du Québec. iA Société financière et ses filiales (la société) offrent une gamme variée de produits d'assurance vie et maladie, d'épargne et de retraite, de fonds communs de placement, de valeurs mobilières, d'assurance auto et habitation, de prêts hypothécaires ainsi que d'autres produits et services financiers. Les produits et les services de la société sont offerts sur base individuelle et collective et s'étendent à l'ensemble du Canada ainsi qu'aux États-Unis.

Le 1<sup>er</sup> janvier 2019, l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. (iA Assurance) et iA Société financière ont complété une opération aux termes de laquelle iA Société financière est devenue la société de gestion de portefeuille propriétaire de toutes les actions ordinaires de iA Assurance par voie d'un plan d'arrangement en vertu de la Loi sur les compagnies (Québec) et de la Loi sur les sociétés par actions (Québec) (l'arrangement) (note 17).

Les états financiers consolidés intermédiaires de la société sont établis sur la base des Normes internationales d'information financière (IFRS) conformément à la norme IAS 34 *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB). Les présents états financiers consolidés intermédiaires ne contiennent pas toute l'information requise dans un état financier annuel complet et doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2018, qui figurent dans le *Rapport annuel 2018* de l'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc. À titre d'émetteur absorbant, les principales méthodes comptables utilisées pour établir les présents états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles qui se trouvent dans le *Rapport annuel 2018* d'Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc., à l'exception des éléments mentionnés à la note 2.

La publication des présents états financiers consolidés intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration de la société le 9 mai 2019.

### 2 › Modifications de méthodes comptables

#### Nouvelles méthodes comptables appliquées

Ces normes ou ces amendements s'appliquent aux états financiers ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Normes ou amendements	Description de la norme ou de l'amendement et des incidences sur les états financiers de la société
IFRS 4 <i>Contrats d'assurance</i>	<p><i>Description</i> : Le 12 septembre 2016, l'IASB a publié un amendement à la norme IFRS 4 <i>Contrats d'assurance</i>, intitulé <i>Application de IFRS 9 Instruments financiers et de IFRS 4 Contrats d'assurance</i>. Cet amendement offre deux options aux entités qui appliquent la norme IFRS 4 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>l'approche du report, qui permet une exemption temporaire facultative de l'application de IFRS 9 jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2021 pour les entités dont l'activité prédominante consiste à émettre des contrats qui entrent dans le champ d'application de IFRS 4;</li> <li>l'approche par superposition, qui permet aux entités d'appliquer IFRS 9 en ajustant certains des effets de cette norme sur les actifs financiers désignés. Ces actifs désignés sont liés aux passifs relatifs aux contrats d'assurance.</li> </ul> <p>Le 14 novembre 2018, l'IASB a décidé de proposer de prolonger l'approche du report jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2022. Cette décision est assujettie à une consultation publique qui s'effectuera au cours de la prochaine année.</p> <p><i>Statut</i> : La société satisfait aux critères et a choisi l'approche du report, comme décrit ci-dessous. La société appliquera IFRS 9 seulement aux états financiers ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021 ou, si approuvé, le 1<sup>er</sup> janvier 2022.</p>
IFRS 16 <i>Contrats de location</i>	<p><i>Description</i> : Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié la norme IFRS 16 <i>Contrats de location</i>, qui remplace la norme IAS 17 <i>Contrats de location</i>. Cette nouvelle norme précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la manière de comptabiliser, d'évaluer, de présenter et de divulguer les contrats de location;</li> <li>pour le preneur : <ul style="list-style-type: none"> <li>la reconnaissance des actifs et des passifs pour tous les contrats de location,</li> <li>à l'exception de ceux dont la durée est de 12 mois ou moins ou de ceux dont le bien sous-jacent a une faible valeur;</li> </ul> </li> <li>pour le bailleur : <ul style="list-style-type: none"> <li>la comptabilité demeure essentiellement inchangée.</li> </ul> </li> </ul> <p><i>Incidence</i> : La société a appliqué cette nouvelle norme au 1<sup>er</sup> janvier 2019 et l'incidence est décrite ci-dessous.</p>
IAS 19 <i>Avantages du personnel</i>	<p><i>Description</i> : Le 7 février 2018, l'IASB a publié un amendement à la norme IAS 19 <i>Avantages du personnel</i>. L'amendement, intitulé <i>Modification, réduction ou liquidation</i>, clarifie, pour les régimes de retraite à prestations définies, la situation lorsque les modifications apportées à un régime exigent la réévaluation du coût net des actifs et des passifs touchés. L'amendement oblige l'entité à utiliser les hypothèses corrigées issues de cette réévaluation pour déterminer le coût des services rendus au cours de la période et les intérêts nets de la période qui suit les changements apportés au régime de retraite ou à la réévaluation. Les dispositions s'appliquent prospectivement.</p> <p><i>Incidence</i> : Aucune incidence sur les états financiers de la société.</p>

IFRIC 23 <i>Incertitude relative aux traitements fiscaux</i>	<p><i>Description</i> : Le 7 juin 2017, l'IASB a publié l'interprétation IFRIC 23 <i>Incertitude relative aux traitements fiscaux</i>. Cette interprétation précise comment appliquer les requis de IAS 12 <i>Impôts sur le résultat</i> relativement à la reconnaissance et à l'évaluation de l'incertitude à l'égard des impôts sur le revenu. L'interprétation s'applique à la détermination du bénéfice imposable (de la perte fiscale), des valeurs fiscales, des pertes fiscales inutilisées, des crédits d'impôt inutilisés et des taux d'imposition lorsqu'il y a un doute quant aux traitements fiscaux à utiliser selon IAS 12.</p> <p><i>Incidence</i> : Aucune incidence sur les états financiers de la société.</p>
IAS 28 <i>Participations dans des entreprises associées et des coentreprises</i>	<p><i>Description</i> : Le 12 octobre 2017, l'IASB a publié un amendement à la norme IAS 28 <i>Participations dans des entreprises associées et des coentreprises</i>. L'amendement, intitulé <i>Intérêts à long terme dans une entreprise associée et une coentreprise</i>, clarifie la situation lorsqu'une entité comptabilise sa participation selon la méthode de la mise en équivalence et détient des intérêts à long terme qui remplissent les critères pour être considérés en substance comme un investissement net à long terme. Cet amendement s'applique plus particulièrement aux quotes-parts lorsqu'il y a des pertes qui doivent être absorbées par les intérêts à long terme.</p> <p><i>Incidence</i> : Aucune incidence sur les états financiers de la société.</p>
Améliorations annuelles des IFRS du cycle 2015-2017	<p><i>Description</i> : En décembre 2017, l'IASB a publié les améliorations annuelles des IFRS du cycle 2015-2017. Les améliorations annuelles précisent des situations spécifiques à quatre normes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• IFRS 3 <i>Regroupement d'entreprises</i> relativement au fait que le regroupement d'entreprises réalisé par étapes s'applique lorsqu'une partie à un partenariat obtient le contrôle d'une entreprise qui est une entreprise commune, et cette amélioration s'appliquera prospectivement;</li> <li>• IFRS 11 <i>Partenariats</i> relativement au fait que l'intérêt qu'une entité détenait auparavant dans une entreprise commune n'est pas réévalué lorsque l'entité obtient le contrôle conjoint de cette entreprise commune, et cette amélioration s'appliquera prospectivement;</li> <li>• IAS 12 <i>Impôts sur le résultat</i> relativement à la reconnaissance de l'impôt sur le passif à payer pour les dividendes, et cette amélioration s'appliquera rétrospectivement;</li> <li>• IAS 23 <i>Coûts d'emprunt</i> relativement au fait que l'entité doit exclure du calcul des coûts d'emprunt capitalisable les coûts d'emprunt pour la période durant laquelle l'actif n'est pas complété, et cette amélioration s'appliquera prospectivement.</li> </ul> <p><i>Incidence</i> : Aucune incidence sur les états financiers de la société.</p>

#### Incidence de l'application de IFRS 16

La société a choisi d'appliquer cette nouvelle norme de manière rétrospective modifiée au 1<sup>er</sup> janvier 2019. Conséquemment, les données comparatives ne sont pas retraitées. La société a également fait le choix de se prévaloir de la mesure de simplification relative à l'identification des contrats de location à la date de transition. Ainsi, la présente norme a été appliquée aux contrats de location antérieurement identifiés comme tels selon IAS 17 *Contrats de location* et IFRIC 4 *Déterminer si un accord contient un contrat de location*. La société a également choisi de se prévaloir de l'exemption relative aux contrats de location dont la durée est de 12 mois ou moins ou de ceux dont le bien sous-jacent a une faible valeur. Ainsi, ces contrats de location sont comptabilisés dans *Frais généraux*.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2019, la société a comptabilisé des actifs au titre du droit d'utilisation d'un montant de 140 \$ ainsi que des obligations locatives pour un montant de 142 \$, calculés en utilisant un taux d'emprunt marginal moyen pondéré de 3 %. La société a également renversé un passif de 2 \$ qui était présenté dans *Autres éléments de passifs*.

#### Réconciliation des obligations locatives au 1<sup>er</sup> janvier 2019 :

	\$
Engagements relatifs aux contrats de location simple au 31 décembre 2018	187
Exemptions relatives aux contrats à court terme ou de faible valeur	(1)
Frais variables et composantes non locatives	(74)
Options de prolongation considérées dans les obligations locatives	72
	184
Effet de l'actualisation au taux d'emprunt marginal au 1 <sup>er</sup> janvier 2019	(42)
<b>Obligations locatives au 1<sup>er</sup> janvier 2019</b>	<b>142</b>

Les actifs au titre du droit d'utilisation sont comptabilisés dans *Immobilisations corporelles* et les obligations locatives dans *Autres éléments de passifs*. Par conséquent, les nouvelles méthodes comptables suivantes s'appliquent :

#### Immobilisations corporelles

Les actifs au titre du droit d'utilisation sont comptabilisés au coût diminué de l'amortissement cumulé. Les actifs au titre du droit d'utilisation correspondent à des immobilisations corporelles telles que des espaces locatifs et d'autres actifs provenant des contrats de locations comptabilisés à la date de début du contrat, soit le moment où le bien loué est mis à la disposition de la société. La société calcule les amortissements suivant la méthode linéaire. La durée d'amortissement est basée sur la durée d'utilité estimée. Les actifs au titre du droit d'utilisation sont amortis sur des périodes allant de 2 à 30 ans.

### Autres éléments de passif

Les obligations locatives sont comptabilisées, à compter de la date d'entrée en vigueur du contrat, à la valeur actualisée des paiements de loyers qui n'ont pas encore été versés, actualisés au taux d'intérêt implicite du contrat, ou si ce taux n'est pas disponible, au taux d'emprunt marginal. Subséquemment, les obligations locatives sont comptabilisées au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif et les charges d'intérêts qui y sont liées sont comptabilisées dans *Charges financières* à l'état des résultats. Les obligations locatives excluent les montants relatifs à des paiements de loyers variables ou à des paiements dont la société a la certitude raisonnable de ne pas exercer. La société a choisi de comptabiliser les paiements de loyers relatifs aux contrats à court terme et aux contrats de faible valeur de façon linéaire sur la durée du contrat dans *Frais généraux*.

### Modifications de méthodes comptables à venir

Les normes ou les amendements sont présentés en fonction de leur date de publication sauf si une approche plus pertinente permet une meilleure information.

Normes ou amendements	Description de la norme ou de l'amendement
IFRS 9 <i>Instruments financiers</i>	<p>La société a adopté l'amendement à IFRS 4 <i>Contrats d'assurance</i>, comme décrit à la section « Nouvelles méthodes comptables appliquées ». Conséquemment, même si les dispositions de IFRS 9 ou de l'amendement étaient applicables aux états financiers ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, la société appliquera ces dispositions simultanément à l'application d'IFRS 17.</p> <p><i>Description</i> : Le 24 juillet 2014, l'IASB a publié la norme IFRS 9, intitulée <i>Instruments financiers</i>, qui remplace les dispositions de la norme IAS 39, intitulée <i>Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation</i>. La norme IFRS 9 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>exige que les actifs financiers soient évalués au coût amorti ou à la juste valeur en fonction du modèle économique que suit l'entité pour la gestion de ses actifs;</li> <li>modifie le mode de comptabilisation des passifs financiers évalués en utilisant l'option de la juste valeur;</li> <li>propose un nouveau modèle comptable relativement à la reconnaissance des pertes de crédit attendues. Ainsi, la société sera tenue de comptabiliser les pertes de crédit attendues à l'égard des actifs financiers en estimant à la date de clôture l'insuffisance attendue des flux de trésorerie;</li> <li>modifie la comptabilité de couverture, ce qui a pour objectif de présenter dans l'état financier l'effet des activités de gestion des risques.</li> </ul> <p>Les dispositions de la nouvelle norme IFRS 9 s'appliqueront de manière rétrospective ou rétrospective modifiée.</p> <p>Le 12 octobre 2017, l'IASB a publié un amendement à la norme IFRS 9 <i>Instruments financiers</i>. L'amendement, intitulé <i>Clause de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative</i>, permet aux entités de mesurer au coût amorti des actifs financiers contenant une clause de paiement anticipé appelée « compensation négative ».</p> <p><i>Statut</i> : La société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers.</p>
IFRS 17 <i>Contrats d'assurance</i>	<p><i>Description</i> : Le 18 mai 2017, l'IASB a publié la norme IFRS 17, intitulée <i>Contrats d'assurance</i>, qui remplace les dispositions de la norme IFRS 4, intitulée <i>Contrats d'assurance</i>. La norme IFRS 17 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a pour objectif de s'assurer que l'entité fournit des informations pertinentes et représentatives des contrats afin de permettre à l'utilisateur des états financiers d'être en mesure de juger de l'effet des contrats d'assurance sur les états de la situation financière, des résultats et des flux de trésorerie;</li> <li>établit les principes de reconnaissance, d'évaluation, de présentation et de divulgation;</li> <li>définit une méthode globale ainsi qu'une méthode selon les frais variables, applicables à tous les contrats d'assurance et de réassurance afin d'évaluer les passifs de contrats d'assurance;</li> <li>définit une approche spécifique pour les contrats de 1 an et moins.</li> </ul> <p>Les dispositions de la nouvelle norme IFRS 17 s'appliqueront de manière rétrospective à chaque groupe de contrats d'assurance et si, et seulement si, cela est impraticable, une entité pourra appliquer l'approche rétrospective modifiée ou l'approche de la juste valeur aux états financiers ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2021. L'adoption anticipée est permise si les normes IFRS 9 <i>Instruments financiers</i> et IFRS 15 <i>Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients</i> ont été appliquées préalablement.</p> <p>Le 14 novembre 2018, l'IASB a décidé de proposer de reporter la date d'application aux états financiers ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2022. Cette décision est assujettie à une consultation publique qui s'effectuera au cours de la prochaine année.</p> <p><i>Statut</i> : La société évalue actuellement l'incidence de cette norme sur ses états financiers relativement à la présentation, à la divulgation et à l'évaluation des passifs de contrats d'assurance.</p>
<i>Cadre conceptuel de l'information financière</i>	<p><i>Description</i> : Le 29 mars 2018, l'IASB a publié une révision complète du <i>Cadre conceptuel de l'information financière</i>. L'IASB a décidé de réviser le <i>Cadre conceptuel de l'information financière</i> parce que des questions importantes n'y étaient pas traitées et que certaines indications étaient désuètes ou manquaient de clarté. La version révisée inclut, entre autres, un nouveau chapitre sur l'évaluation, des indications sur la présentation de la performance financière et des définitions améliorées d'un actif et d'un passif et des indications à l'appui de ces définitions. Le cadre conceptuel aide les entités à développer leurs méthodes comptables lorsqu'aucune norme IFRS ne s'applique à une situation particulière. Les dispositions s'appliqueront de manière prospective aux états financiers ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020. L'adoption anticipée est permise.</p> <p><i>Statut</i> : La société évalue actuellement l'incidence de cette révision sur ses états financiers.</p>

IFRS 3 <i>Regroupements d'entreprises</i>	<p><i>Description</i> : Le 22 octobre 2018, l'IASB a publié un amendement à la norme IFRS 3 <i>Regroupements d'entreprises</i> intitulé <i>Définition d'une entreprise</i>. Cet amendement clarifie la définition d'une entreprise dans le but d'aider les entités à déterminer si une transaction constitue un regroupement d'entreprises ou une acquisition d'actifs. Les dispositions de cet amendement s'appliqueront aux transactions dont la date d'acquisition est le ou après le 1<sup>er</sup> janvier 2020. L'application anticipée est permise.</p> <p><i>Statut</i> : La société évalue actuellement l'incidence de cet amendement sur ses états financiers.</p>
IAS 1 <i>Présentation des états financiers</i> et IAS 8 <i>Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs</i>	<p><i>Description</i> : Le 31 octobre 2018, l'IASB a publié un amendement à la norme IAS 1 <i>Présentation des états financiers</i> et IAS 8 <i>Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs</i>. L'amendement, intitulé <i>Définition de matérialité</i>, clarifie la définition de matérialité dans IAS 1 et les explications qui accompagnent cette définition, et aligne les définitions utilisées dans les différentes normes IFRS. Les dispositions de cet amendement s'appliqueront de manière prospective aux états financiers ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020. L'adoption anticipée est permise.</p> <p><i>Statut</i> : La société évalue actuellement l'incidence de cet amendement sur ses états financiers.</p>

#### Information relativement au report de l'application de IFRS 9 *Instruments financiers*

La société applique la norme IFRS 4 *Contrats d'assurance* dans le cadre de ses activités. Cette norme a été amendée en 2016 afin de permettre aux entités qui appliquent IFRS 4 de différer l'application de IFRS 9 *Instruments financiers* à condition que le total des passifs relatifs aux activités d'assurance représente plus de 90 % des passifs totaux de l'entité. Ce calcul est effectué à la date de clôture qui précède le 1<sup>er</sup> avril 2016, soit la date de calcul précisée dans la norme.

Pour ce calcul, la société a pris en compte principalement les passifs de contrats d'assurance, les passifs des contrats d'investissement, les passifs des fonds distincts ainsi que les débetures en date du 31 décembre 2015. Les passifs relatifs aux activités d'assurance sur les passifs totaux sont supérieurs à 90 %.

La société a décidé de différer l'application de la norme IFRS 9 au 1<sup>er</sup> janvier 2021 (ou au 1<sup>er</sup> janvier 2022, si les discussions résultent en un amendement), date à laquelle entrera en vigueur la norme IFRS 17 *Contrats d'assurance*, qui inclut l'évaluation de ces derniers. Si la société avait appliqué la norme IFRS 9, cela n'aurait pas eu d'effet significatif sur le classement des actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net selon IAS 39 *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation* compte tenu du lien très étroit qui existe entre les placements et les passifs relatifs aux contrats d'assurance. Pour les actifs financiers classés comme prêts et créances ou disponibles à la vente au 31 mars 2019, un montant de 898 \$ ne satisfait pas au test des caractéristiques des flux de trésorerie contractuels selon IFRS 9. De plus, en ce qui concerne les prêts hypothécaires, la société ne peut utiliser l'exemption de risque de crédit faible dans le calcul des pertes de crédit attendues.

## 3) Placements et produits de placement

## a) Valeur comptable et juste valeur

(non audités)

Au 31 mars 2019

	À la juste valeur par le biais du résultat net	Disponibles à la vente	Prêts et créances	Autres	Total	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Trésorerie et placements à court terme</b>	503	—	414	—	917	917
<b>Obligations</b>						
Gouvernements	10 679	1 917	116	—	12 712	
Municipalités	1 101	149	40	—	1 290	
Sociétés et autres	7 489	1 721	2 017	—	11 227	
	19 269	3 787	2 173	—	25 229	25 471
<b>Actions</b>						
Ordinaires	1 791	32	—	—	1 823	
Privilégiées	177	340	—	—	517	
Indices boursiers	236	69	—	—	305	
Unités de fonds de placement	443	7	—	—	450	
	2 647	448	—	—	3 095	3 095
<b>Prêts hypothécaires et autres prêts</b>						
<b>Prêts hypothécaires assurés</b>						
Résidentiels	—	—	856	—	856	
Multirésidentiels	—	—	1 425	—	1 425	
Non résidentiels	—	—	6	—	6	
	—	—	2 287	—	2 287	
<b>Prêts hypothécaires conventionnels</b>						
Résidentiels	—	—	233	—	233	
Multirésidentiels	63	—	157	—	220	
Non résidentiels	29	—	215	—	244	
	92	—	605	—	697	
Autres prêts	—	—	687	—	687	
	92	—	3 579	—	3 671	3 743
<b>Instruments financiers dérivés</b>	657	—	—	—	657	657
<b>Avances sur contrats</b>	—	—	946	—	946	946
<b>Autres placements</b>	—	—	7	330	337	337
<b>Immeubles de placement</b>	—	—	—	1 721	1 721	1 739
<b>Total</b>	23 168	4 235	7 119	2 051	36 573	36 905

Au 31 décembre 2018

	À la juste valeur par le biais du résultat net	Disponibles à la vente	Prêts et créances	Autres	Total	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Trésorerie et placements à court terme</b>	465	—	581	—	1 046	1 046
<b>Obligations</b>						
Gouvernements	9 857	1 996	118	—	11 971	
Municipalités	1 045	110	40	—	1 195	
Sociétés et autres	6 721	1 725	1 980	—	10 426	
	17 623	3 831	2 138	—	23 592	23 733
<b>Actions</b>						
Ordinaires	1 793	31	—	—	1 824	
Privilégiées	177	320	—	—	497	
Indices boursiers	236	77	—	—	313	
Unités de fonds de placement	415	6	—	—	421	
	2 621	434	—	—	3 055	3 055
<b>Prêts hypothécaires et autres prêts</b>						
<b>Prêts hypothécaires assurés</b>						
Résidentiels	—	—	859	—	859	
Multirésidentiels	—	—	1 427	—	1 427	
Non résidentiels	—	—	6	—	6	
	—	—	2 292	—	2 292	
<b>Prêts hypothécaires conventionnels</b>						
Résidentiels	—	—	221	—	221	
Multirésidentiels	60	—	174	—	234	
Non résidentiels	30	—	222	—	252	
	90	—	617	—	707	
<b>Autres prêts</b>	—	—	662	—	662	
	90	—	3 571	—	3 661	3 705
<b>Instruments financiers dérivés</b>	225	—	—	—	225	225
<b>Avances sur contrats</b>	—	—	951	—	951	951
<b>Autres placements</b>	—	—	7	322	329	329
<b>Immeubles de placement</b>	—	—	—	1 720	1 720	1 738
<b>Total</b>	21 024	4 265	7 248	2 042	34 579	34 782

La catégorie à la juste valeur par le biais du résultat net inclut les titres détenus à des fins de transaction, principalement les instruments financiers dérivés et les placements à court terme ainsi que les titres désignés à la juste valeur par le biais du résultat net. Les autres placements sont constitués de billets à recevoir et de placements dans des entreprises associées et des partenariats en coentreprise comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence.

#### b) Placements dans des entreprises associées et des partenariats en coentreprise

La société détient des participations qui varient entre 25 % et 30 %. La valeur comptable de ces placements au 31 mars 2019 est de 330 \$ (322 \$ au 31 décembre 2018). La quote-part du résultat net et du résultat global pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2019 est de 5 \$ (6 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2018).

**c) Produits de placement**

(non audités)	Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
	2019	2018
	\$	\$
Intérêts	236	236
Dividendes	28	29
Instruments financiers dérivés	5	6
Revenus locatifs	48	41
Profits réalisés	11	7
Variation des provisions pour perte	(8)	(5)
Autres	6	11
<b>Intérêts et autres produits tirés des placements</b>	<b>326</b>	<b>325</b>
Trésorerie et placements à court terme	2	—
Obligations	1 178	(197)
Actions	119	(55)
Prêts hypothécaires et autres prêts	(1)	1
Instruments financiers dérivés	557	(119)
Immeubles de placement	(8)	(3)
Autres	(11)	(1)
<b>Variation de la juste valeur des placements</b>	<b>1 836</b>	<b>(374)</b>
<b>Total</b>	<b>2 162</b>	<b>(49)</b>

**4 › Juste valeur des instruments financiers et des immeubles de placement****a) Méthodes et hypothèses utilisées pour l'estimation des justes valeurs**

La juste valeur est la contrepartie qui serait reçue pour la vente d'un actif ou payée pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation. La direction exerce son jugement dans la détermination des données utilisées pour évaluer la juste valeur des actifs et des passifs financiers, particulièrement pour les instruments financiers classés au niveau 3. La juste valeur des différentes catégories d'instruments financiers et des immeubles de placement est déterminée comme décrit ci-dessous.

**Actifs financiers**

*Placements à court terme* – La valeur comptable de ces placements représente la juste valeur en raison de leur échéance à court terme.

*Obligations* – Les obligations sont évaluées selon les cours du marché observés sur des marchés actifs pour des actifs identiques ou similaires. Si les cours sur des marchés actifs ne sont pas disponibles, la juste valeur est estimée au moyen de méthodes d'évaluation courantes, telles qu'un modèle basé sur l'actualisation des flux monétaires prévus ou d'autres techniques similaires. Ces méthodes tiennent compte des données actuelles observables sur le marché pour des instruments financiers ayant un profil de risque similaire et des modalités comparables. Les données importantes utilisées dans ces modèles comprennent, entre autres, les courbes de taux, les risques de crédit, les écarts des émetteurs, l'évaluation de la volatilité et de la liquidité ainsi que d'autres données de référence publiées sur les marchés. Lorsque de telles données ne sont pas disponibles, la direction utilise alors ses meilleures estimations.

*Actions* – Les actions sont évaluées en fonction des cours du marché observés sur des marchés actifs. Si le cours sur les marchés actifs n'est pas disponible, la juste valeur est déterminée au moyen de modèles d'évaluation des titres de capitaux propres, lesquels prévoient des analyses de la juste valeur de l'actif net et d'autres techniques de comparaison avec des données de référence telles que des indices de marché. Les unités de fonds de placement sont évaluées selon la valeur de l'actif net publiée par l'administrateur de chaque fonds.

*Prêts hypothécaires et autres prêts* – La juste valeur des prêts hypothécaires et autres prêts est estimée à l'aide de l'actualisation des flux de trésorerie aux taux d'intérêt qui prévalent actuellement sur le marché pour des prêts dont les caractéristiques relatives au risque de crédit et à la durée sont sensiblement les mêmes.

*Instruments financiers dérivés* – La juste valeur des instruments financiers dérivés est déterminée en fonction du type d'instrument dérivé. En ce qui a trait aux contrats à terme standardisés et aux options qui sont négociés à la Bourse, leur juste valeur est déterminée en fonction de leur cours sur des marchés actifs. Les instruments financiers dérivés qui sont transigés de gré à gré sont évalués à l'aide de modèles d'évaluation tels que l'analyse des flux de trésorerie actualisés et d'autres techniques d'évaluation d'usage sur le marché. Ces évaluations sont basées sur des données observables sur le marché, dont les taux d'intérêt, les taux de change, les indices financiers, les différentiels de taux, le risque de crédit ainsi que la volatilité.

Parmi les instruments financiers dérivés, certains autres contrats dérivés font l'objet d'une restriction quant à la possibilité de les négocier. Dans une telle situation, une prime d'illiquidité basée sur des données non observables sur le marché est prise en compte dans l'évaluation de la juste valeur de ces instruments financiers dérivés. Même si ces données ne sont pas observables, elles sont basées sur des hypothèses jugées appropriées compte tenu des circonstances. Une fois la période de restriction terminée, les instruments sont évalués à l'aide de modèles d'évaluation standards basés sur des données observables sur le marché, comme décrit précédemment. L'utilisation, par la société, de données non observables est limitée à la période de restriction, et l'incidence sur la juste valeur des instruments financiers dérivés ne représente pas un montant important.

*Avances sur contrats* – Les avances sur contrats sont comptabilisées au coût amorti. Elles sont garanties et peuvent être remboursées à tout moment. Leur juste valeur correspond approximativement à leur valeur comptable compte tenu de la nature à court terme de ces éléments.

*Autres placements* – La juste valeur des autres placements est approximativement la même que leur valeur comptable compte tenu de la nature de ces éléments.

*Autres éléments d'actif* – La juste valeur des autres éléments d'actif financier est approximativement la même que leur valeur comptable compte tenu de la nature à court terme de ces éléments.

### **Immeubles de placement**

La juste valeur des immeubles de placement est déterminée selon différentes méthodes reconnues et conformes aux normes d'évaluation du secteur immobilier. L'une de ces méthodes est fondée sur les taux de capitalisation attendus et sur des modèles qui actualisent les flux de trésorerie futurs attendus aux taux d'intérêt courants du marché en fonction des caractéristiques, de l'emplacement et du marché de chacun des immeubles. Les flux de trésorerie futurs attendus incluent les flux de trésorerie contractuels et projetés ainsi que les charges opérationnelles attendues. Ils tiennent compte des intérêts, des taux de location et d'occupation établis en fonction d'études de marché, des produits locatifs attendus tirés des contrats de location en vigueur et des estimations relatives aux entrées de trésorerie futures, y compris les produits projetés tirés des contrats de location en vigueur et les estimations relatives aux entrées de trésorerie futures formulées en fonction des conjonctures actuelles de marché. Les taux de location futurs sont estimés en fonction de l'emplacement, du type et de la qualité actuelle de l'immeuble ainsi qu'en fonction des données du marché et des projections en date de l'évaluation. Les justes valeurs sont habituellement comparées aux informations du marché, y compris les transactions récentes visant des actifs comparables, afin de vérifier leur caractère raisonnable. L'utilisation optimale fait partie des méthodes d'évaluation possibles. L'utilisation optimale est déterminée en tenant compte de l'utilisation physique possible, légalement admissible, financièrement faisable et du point de vue des intervenants du marché même si la société prévoit une utilisation différente. Les évaluations sont effectuées à l'externe par des évaluateurs agréés indépendants ou par le personnel qualifié de la société. Chaque immeuble est évalué par un évaluateur externe au minimum une fois tous les 3 ans.

### **Passifs financiers**

*Autres éléments de passif* – La juste valeur des autres éléments de passif, à l'exception des passifs de titrisation et des engagements afférents à des titres vendus à découvert, est approximativement la même que la valeur comptable compte tenu de la nature à court terme de ces éléments.

La juste valeur des passifs de titrisation est estimée à l'aide de l'actualisation des flux de trésorerie aux taux d'intérêt qui prévalent actuellement sur le marché pour de nouvelles dettes dont les modalités sont sensiblement les mêmes.

Les engagements afférents à des titres vendus à découvert, classés comme détenus à des fins de transaction, sont évalués selon les cours de marché observés sur des marchés actifs pour des instruments financiers identiques ou similaires. Si les cours sur des marchés actifs ne sont pas disponibles, la juste valeur est estimée au moyen de méthodes d'évaluation courantes, telles qu'un modèle basé sur l'actualisation des flux monétaires prévus ou d'autres techniques similaires. Ces méthodes tiennent compte des données actuelles observables sur le marché pour des instruments financiers ayant un profil de risque similaire et des modalités comparables. Les données importantes utilisées dans ces modèles comprennent, entre autres, les courbes de taux, les risques de crédit, les écarts des émetteurs, l'évaluation de la volatilité et de la liquidité et les autres données de référence publiées sur les marchés.

*Débetures* – La juste valeur des débetures classées comme des passifs financiers au coût amorti est estimée à l'aide d'un modèle d'évaluation tenant compte d'instruments ayant sensiblement les mêmes conditions sur le marché. Cette juste valeur peut fluctuer en raison des taux d'intérêt et des risques de crédit associés à ces instruments.

*Instruments financiers dérivés* – La juste valeur des instruments financiers dérivés comptabilisés au passif est présentée à la note 6 « Instruments financiers dérivés » et correspond à la valeur comptable indiquée à la colonne de la juste valeur négative. La juste valeur est déterminée selon la méthode et les hypothèses présentées précédemment à la section « Actifs financiers ».

### **b) Hiérarchie de la juste valeur**

L'information à fournir concernant les instruments financiers et les immeubles de placement doit être présentée selon une hiérarchie qui reflète l'importance des données utilisées pour réaliser les évaluations des justes valeurs des actifs et des passifs financiers. La hiérarchie est établie afin de donner une priorité plus élevée aux cours du marché non ajustés observés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques et une priorité plus faible aux paramètres non observables sur le marché. Les trois niveaux de la hiérarchie des évaluations sont décrits comme suit :

Niveau 1 – Évaluation de la juste valeur fondée sur les cours non ajustés observés sur des marchés actifs, pour des actifs ou des passifs identiques. Les actions cotées en Bourse, entre autres, sont classées au niveau 1.

Niveau 2 – Évaluation de la juste valeur fondée sur des données autres que les cours de marché visés au niveau 1, qui sont observables sur le marché en ce qui a trait à l'actif ou au passif, directement ou indirectement. La majorité des obligations, les placements à court terme ainsi que certains instruments financiers dérivés sont classés au niveau 2.

Niveau 3 – Évaluation de la juste valeur fondée sur des techniques d'évaluation qui ont recours en grande partie à des paramètres non observables sur le marché et qui tiennent compte des meilleures estimations de la direction. La plupart des placements privés sont classés au niveau 3.

Si un instrument financier classé au niveau 1 cesse de se transiger sur un marché actif, il est transféré au niveau 2. Si l'évaluation de sa juste valeur requiert une utilisation significative de paramètres non observables sur le marché, il est alors reclassé directement au niveau 3.

## Actif

(non audités)	Au 31 mars 2019			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
	\$	\$	\$	\$
<b>Évaluations récurrentes de la juste valeur</b>				
<b>Trésorerie et placements à court terme</b>				
Détenus à des fins de transaction	—	503	—	503
<b>Obligations</b>				
Désignées à la juste valeur par le biais du résultat net				
Gouvernements	657	10 022	—	10 679
Municipalités	—	1 101	—	1 101
Sociétés et autres	—	7 345	144	7 489
	657	18 468	144	19 269
Disponibles à la vente				
Gouvernements	131	1 786	—	1 917
Municipalités	—	149	—	149
Sociétés et autres	—	1 705	16	1 721
	131	3 640	16	3 787
	788	22 108	160	23 056
<b>Actions</b>				
Désignées à la juste valeur par le biais du résultat net	1 507	—	1 140	2 647
Disponibles à la vente	79	340	29	448
	1 586	340	1 169	3 095
<b>Prêts hypothécaires et autres prêts</b>				
Désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	—	92	—	92
<b>Instruments financiers dérivés</b>				
Détenus à des fins de transaction	67	589	1	657
<b>Immeubles de placement</b>				
	—	—	1 721	1 721
<b>Placements du fonds général comptabilisés à la juste valeur</b>				
	2 441	23 632	3 051	29 124
<b>Instruments financiers et immeubles de placement des fonds distincts</b>				
	19 326	6 215	51	25 592
<b>Total des actifs comptabilisés à la juste valeur</b>	<b>21 767</b>	<b>29 847</b>	<b>3 102</b>	<b>54 716</b>

	Au 31 décembre 2018			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
	\$	\$	\$	\$
<b>Évaluations récurrentes de la juste valeur</b>				
<b>Trésorerie et placements à court terme</b>				
Détenus à des fins de transaction	—	465	—	465
<b>Obligations</b>				
Désignées à la juste valeur par le biais du résultat net				
Gouvernements	358	9 499	—	9 857
Municipalités	—	1 045	—	1 045
Sociétés et autres	—	6 581	140	6 721
	358	17 125	140	17 623
Disponibles à la vente				
Gouvernements	185	1 811	—	1 996
Municipalités	—	110	—	110
Sociétés et autres	—	1 709	16	1 725
	185	3 630	16	3 831
	543	20 755	156	21 454
<b>Actions</b>				
Désignées à la juste valeur par le biais du résultat net	1 487	—	1 134	2 621
Disponibles à la vente	86	319	29	434
	1 573	319	1 163	3 055
<b>Prêts hypothécaires et autres prêts</b>				
Désignés à la juste valeur par le biais du résultat net	—	90	—	90
<b>Instruments financiers dérivés</b>				
Détenus à des fins de transaction	27	197	1	225
<b>Immeubles de placement</b>				
	—	—	1 720	1 720
<b>Placements du fonds général comptabilisés à la juste valeur</b>				
	2 143	21 826	3 040	27 009
<b>Instruments financiers et immeubles de placement des fonds distincts</b>				
	17 852	5 894	47	23 793
<b>Total des actifs comptabilisés à la juste valeur</b>				
	19 995	27 720	3 087	50 802

La société utilise des données non observables lors de l'évaluation des obligations et des actions classées au niveau 3. En ce qui concerne les obligations, les données non observables correspondent principalement aux primes de risque de crédit et de liquidité qui varient entre 1,24 % et 3,04 % au 31 mars 2019 (1,40 % et 3,25 % au 31 décembre 2018). Les actions classées au niveau 3 sont principalement évaluées en fonction d'information disponible dans les états financiers des sociétés qui utilisent des modèles basés sur l'actualisation de flux monétaires ainsi que l'utilisation de multiples.

Les principales données non observables utilisées lors de l'évaluation des immeubles de placement au 31 mars 2019 sont le taux d'actualisation, qui se situe entre 5,00 % et 9,00 % (5,00 % et 9,00 % au 31 décembre 2018), et le taux de capitalisation final, qui se situe entre 4,25 % et 7,75 % (4,25 % et 7,75 % au 31 décembre 2018). Le taux d'actualisation se fonde sur l'activité du marché selon le type d'immeuble ainsi que la situation géographique et reflète le taux de rendement attendu sur les placements au cours des 10 prochaines années. Le taux de capitalisation final se fonde sur l'activité du marché selon le type d'immeuble ainsi que la situation géographique et reflète le taux de rendement attendu sur les placements pour la durée de vie restante après la période de 10 ans. Si tous les autres facteurs demeurent constants, une baisse (hausse) du taux d'actualisation et du taux de capitalisation final amènera une augmentation (diminution) de la juste valeur des immeubles de placement.

En raison de la nature non observable des principales données utilisées lors de l'évaluation des obligations, des actions et des immeubles de placement classés au niveau 3, la société n'évalue pas l'incidence que pourrait avoir l'utilisation d'autres hypothèses sur la juste valeur. De plus, les immeubles de placement ainsi que les obligations et les actions classées comme étant désignées à la juste valeur par le biais du résultat net appartiennent au passif relatif aux contrats d'assurance. Conséquemment, les variations de la juste valeur de ces actifs sont compensées par les variations du passif relatif aux contrats d'assurance en vertu de la méthode canadienne axée sur le bilan (MCAB). Même si d'autres hypothèses qui ont une incidence sur la juste valeur étaient utilisées, cela n'aurait aucun effet important sur les états financiers.

Le tableau suivant présente les actifs comptabilisés à la juste valeur et évalués selon les paramètres du niveau 3 :

(non audités)

Au 31 mars 2019

	Solde au 31 décembre 2018	Profits (pertes) réalisés et latents au résultat net	Profits (pertes) réalisés et latents aux autres éléments du résultat global	Achats	Ventes et règlements	Transferts au (du) niveau 3	Solde au 31 mars 2019	Total des profits (pertes) latents au résultat net sur les placements toujours détenus
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Obligations</b>								
Désignées à la juste valeur par le biais du résultat net	140	5	—	—	(1)	—	144	5
Disponibles à la vente	16	—	—	—	—	—	16	—
<b>Actions</b>								
Désignées à la juste valeur par le biais du résultat net	1 134	(25)	—	41	(10)	—	1 140	(25)
Disponibles à la vente	29	—	(1)	1	—	—	29	—
<b>Instruments financiers dérivés</b>								
Détenus à des fins de transaction	1	—	—	—	—	—	1	—
<b>Immeubles de placement</b>								
	1 720	(8)	—	11	(2)	—	1 721	(8)
<b>Placements du fonds général comptabilisés à la juste valeur</b>								
	3 040	(28)	(1)	53	(13)	—	3 051	(28)
<b>Instruments financiers et immeubles de placement des fonds distincts</b>								
	47	—	—	5	(1)	—	51	—
<b>Total</b>	<b>3 087</b>	<b>(28)</b>	<b>(1)</b>	<b>58</b>	<b>(14)</b>	<b>—</b>	<b>3 102</b>	<b>(28)</b>

Au 31 décembre 2018

	Solde au 31 décembre 2017	Profits (pertes) réalisés et latents au résultat net	Profits (pertes) réalisés et latents aux autres éléments du résultat global	Achats	Ventes et règlements	Transferts au (du) niveau 3	Solde au 31 décembre 2018	Total des profits (pertes) latents au résultat net sur les placements toujours détenus
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Obligations</b>								
Désignées à la juste valeur par le biais du résultat net	145	(2)	—	—	(3)	—	140	(2)
Disponibles à la vente	15	—	1	—	—	—	16	—
<b>Actions</b>								
Désignées à la juste valeur par le biais du résultat net	902	74	—	235	(61)	(16)	1 134	77
Disponibles à la vente	18	—	2	9	—	—	29	—
<b>Instruments financiers dérivés</b>								
Détenus à des fins de transaction	2	—	—	—	(1)	—	1	—
<b>Immeubles de placement</b>								
	1 341	43	—	378	(42)	—	1 720	43
<b>Placements du fonds général comptabilisés à la juste valeur</b>								
	2 423	115	3	622	(107)	(16)	3 040	118
<b>Instruments financiers et immeubles de placement des fonds distincts</b>								
	22	—	—	27	(2)	—	47	—
<b>Total</b>	<b>2 445</b>	<b>115</b>	<b>3</b>	<b>649</b>	<b>(109)</b>	<b>(16)</b>	<b>3 087</b>	<b>118</b>

Pour la période terminée le 31 mars 2019, un montant de 11 \$ (46 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018) inscrit à titre d'achats d'immeubles de placement correspond à des capitalisations. De plus, les ventes et les règlements des immeubles de placement incluent des transferts de 2 \$ à titre d'immobilisations corporelles (7 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018).

Les profits (pertes) réalisés et latents au résultat net et le total des profits (pertes) latents au résultat net sur les placements toujours détenus sont présentés dans les produits de placement à l'état des résultats, à l'exception de la valeur des actifs des fonds distincts qui n'est pas présentée à l'état des résultats, mais qui est incluse dans l'évolution de l'actif net des fonds distincts à la note 7 « Actif net des fonds distincts ». Les profits (pertes) réalisés et latents dans *Autres éléments du résultat global* sont présentés à la note 10 « Cumul des autres éléments du résultat global » dans les profits (pertes) latents.

#### Juste valeur divulguée par voie de note

La société classe certains de ses instruments financiers comme étant prêts et créances. Ces instruments financiers sont comptabilisés au coût amorti et leur juste valeur est divulguée par voie de note. Le tableau suivant présente le niveau de hiérarchie de ces justes valeurs :

	Au 31 mars 2019			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
	\$	\$	\$	\$
<b>Classées comme étant prêts et créances</b>				
<b>Obligations</b>				
Gouvernements	—	9	155	164
Municipalités	—	50	—	50
Sociétés et autres	—	250	1 951	2 201
	—	309	2 106	2 415
<b>Prêts hypothécaires et autres prêts</b>	—	3 651	—	3 651
<b>Total des actifs classés comme étant prêts et créances</b>	—	3 960	2 106	6 066

	Au 31 décembre 2018			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
	\$	\$	\$	\$
<b>Classées comme étant prêts et créances</b>				
<b>Obligations</b>				
Gouvernements	—	9	128	137
Municipalités	—	48	—	48
Sociétés et autres	—	251	1 843	2 094
	—	308	1 971	2 279
<b>Prêts hypothécaires et autres prêts</b>	—	3 615	—	3 615
<b>Total des actifs classés comme étant prêts et créances</b>	—	3 923	1 971	5 894

**Passifs financiers**

Le tableau suivant présente les passifs financiers évalués à la juste valeur sur une base récurrente et ceux dont la juste valeur est indiquée dans une note, classés selon les niveaux de hiérarchie des évaluations :

(non audités)	Au 31 mars 2019			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
	\$	\$	\$	\$
<b>Évaluations récurrentes de la juste valeur</b>				
<b>Autres éléments de passif</b>				
Détenus à des fins de transaction	261	148	—	409
<b>Instruments financiers dérivés</b>				
Détenus à des fins de transaction	28	209	—	237
<b>Total des passifs classés comme étant détenus à des fins de transaction</b>	289	357	—	646
<b>Classés au coût amorti</b>				
<b>Autres éléments de passif</b>				
Passifs de titrisation	—	1 233	—	1 233
<b>Déventures</b>	—	913	—	913
<b>Total des passifs classés au coût amorti</b>	—	2 146	—	2 146

	Au 31 décembre 2018			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
	\$	\$	\$	\$
<b>Évaluations récurrentes de la juste valeur</b>				
<b>Autres éléments de passif</b>				
Détenus à des fins de transaction	48	127	—	175
<b>Instruments financiers dérivés</b>				
Détenus à des fins de transaction	10	388	31	429
<b>Total des passifs classés comme étant détenus à des fins de transaction</b>	58	515	31	604
<b>Classés au coût amorti</b>				
<b>Autres éléments de passif</b>				
Passifs de titrisation	—	1 154	—	1 154
<b>Déventures</b>	—	899	—	899
<b>Total des passifs classés au coût amorti</b>	—	2 053	—	2 053

## 5 › Gestion des risques associés aux instruments financiers

### a) Dépréciation des actifs financiers classés comme étant disponibles à la vente

Au cours de la période terminée le 31 mars 2019 et pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018, la société n'a fait aucun reclassement des pertes latentes sur les actions classées comme étant disponibles à la vente de *Autres éléments du résultat global* à *Produits de placement* à l'état des résultats.

Comme les actifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net sont appariés, les variations de la juste valeur, autres que celles liées au risque de crédit, sont directement prises en compte dans *Augmentation (diminution) du passif relatif aux contrats d'assurance*, ce qui permet d'éviter une disparité des traitements aux résultats. Seules les variations de la juste valeur liées aux événements de crédit touchant les flux monétaires pourraient avoir une incidence sur les résultats de la société.

Les pertes et les profits latents sur les actifs financiers classés comme étant disponibles à la vente et inclus dans *Cumul des autres éléments du résultat global* sont les suivants :

	Au 31 mars 2019			Au 31 décembre 2018		
	(non audités)					
	Juste valeur	Pertes latentes	Profits latents	Juste valeur	Pertes latentes	Profits latents
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Obligations</b>						
Gouvernements	1 917	(1)	55	1 996	(6)	31
Municipalités	149	—	3	110	(1)	1
Sociétés et autres	1 721	(5)	40	1 725	(23)	7
	<b>3 787</b>	<b>(6)</b>	<b>98</b>	<b>3 831</b>	<b>(30)</b>	<b>39</b>
<b>Actions</b>	<b>448</b>	<b>(15)</b>	<b>9</b>	<b>434</b>	<b>(21)</b>	<b>8</b>
<b>Total</b>	<b>4 235</b>	<b>(21)</b>	<b>107</b>	<b>4 265</b>	<b>(51)</b>	<b>47</b>

### b) Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque pour la société de subir une perte financière si des contreparties ou des débiteurs ne respectent pas leurs engagements.

#### b) i) Indicateurs de qualité de crédit

##### Obligations par niveaux de qualité

	Au	Au 31
	31 mars 2019	décembre 2018
	(non audités)	
	Valeur comptable	
	\$	\$
AAA	1 548	1 229
AA	8 785	8 355
A	10 415	9 882
BBB	4 248	3 942
BB et moins	233	184
<b>Total</b>	<b>25 229</b>	<b>23 592</b>

La société procède à une évaluation de la qualité des titres n'ayant pas fait l'objet d'une évaluation par une agence de cotation. Les obligations qui ont fait l'objet d'une évaluation interne représentent un montant de 1 842 \$ (1 801 \$ au 31 décembre 2018).

**Prêts hypothécaires et autres prêts**

	Au 31 mars 2019	Au 31 décembre 2018
	(non audités)	
	\$	\$
Prêts hypothécaires assurés	2 287	2 292
Prêts hypothécaires conventionnels	697	707
Autres prêts	687	662
<b>Total</b>	<b>3 671</b>	<b>3 661</b>

La qualité du crédit des prêts hypothécaires et autres prêts est évaluée à l'interne régulièrement lors de l'examen du portefeuille.

**b) ii) Actifs financiers échus ou dépréciés****Obligations, prêts hypothécaires et autres prêts échus**

Les obligations, les prêts hypothécaires et autres prêts sont considérés comme étant échus lorsque la contrepartie n'a pas effectué de paiement à la date d'échéance contractuelle. Tout prêt dont les termes d'encaissement présentent un retard de 90 jours et plus dans le cas des prêts hypothécaires et de 120 jours et plus dans le cas des autres prêts ou qui est en voie de saisie constitue un prêt en défaut. Tout prêt en défaut qui n'est pas assuré et complètement garanti est habituellement déprécié.

	Au 31 mars 2019			
	Obligations classées comme étant prêts et créances	Prêts hypothécaires classés comme étant prêts et créances	Autres prêts	Total
	\$	\$	\$	\$
<b>Valeurs brutes</b>				
Non échus et non dépréciés	2 160	2 886	658	5 704
Échus et non dépréciés				
30 - 89 jours de retard	—	1	29	30
90 - 119 jours de retard	—	3	5	8
120 jours et plus de retard	—	—	2	2
Dépréciés	21	3	1	25
<b>Total des valeurs brutes</b>	<b>2 181</b>	<b>2 893</b>	<b>695</b>	<b>5 769</b>
Provisions spécifiques pour pertes	8	1	—	9
	2 173	2 892	695	5 760
Provisions collectives	—	—	8	8
<b>Total des valeurs nettes</b>	<b>2 173</b>	<b>2 892</b>	<b>687</b>	<b>5 752</b>

Au 31 décembre 2018				
	Obligations classées comme étant prêts et créances	Prêts hypothécaires classés comme étant prêts et créances	Autres prêts	Total
	\$	\$	\$	\$
<b>Valeurs brutes</b>				
Non échus et non dépréciés	2 125	2 902	636	5 663
Échus et non dépréciés				
30 - 89 jours de retard	—	2	27	29
90 - 119 jours de retard	—	3	4	7
120 jours et plus de retard	—	—	2	2
Dépréciés	21	3	1	25
<b>Total des valeurs brutes</b>	<b>2 146</b>	<b>2 910</b>	<b>670</b>	<b>5 726</b>
Provisions spécifiques pour pertes	8	1	—	9
	2 138	2 909	670	5 717
Provisions collectives	—	—	8	8
<b>Total des valeurs nettes</b>	<b>2 138</b>	<b>2 909</b>	<b>662</b>	<b>5 709</b>

**Bien saisis**

Au cours de la période terminée le 31 mars 2019, la société n'a pris possession d'aucun immeuble qu'elle détenait en garantie de prêts hypothécaires (valeur inférieure à 1 \$ au 31 décembre 2018). Les immeubles saisis qui sont toujours détenus en fin de période sont présentés à titre d'immeubles détenus à des fins de revente dans *Autres éléments d'actif*.

**Provisions spécifiques pour pertes**

(non audités)

Au 31 mars 2019				
	Obligations classées comme étant prêts et créances	Prêts hypothécaires classés comme étant prêts et créances	Autres prêts	Total
	\$	\$	\$	\$
<b>Solde au début et à la fin</b>	<b>8</b>	<b>1</b>	<b>—</b>	<b>9</b>

Au 31 décembre 2018				
	Obligations classées comme étant prêts et créances	Prêts hypothécaires classés comme étant prêts et créances	Autres prêts	Total
	\$	\$	\$	\$
Solde au début	6	2	—	8
Variation des provisions spécifiques pour pertes	2	(1)	—	1
<b>Solde à la fin</b>	<b>8</b>	<b>1</b>	<b>—</b>	<b>9</b>

**6) Instruments financiers dérivés**

La société est un utilisateur final d'instruments financiers dérivés dans le cours normal de la gestion des risques de fluctuation des taux d'intérêt, des taux de change de devises et des justes valeurs des actifs investis. Les instruments financiers dérivés sont des contrats financiers dont la valeur est tirée des taux d'intérêt sous-jacents, des taux de change, d'autres instruments financiers ou d'indices.

Le montant nominal est le montant auquel le taux ou le prix est appliqué pour déterminer les montants à échanger périodiquement. Il ne représente cependant pas l'exposition au risque de crédit. Le risque de crédit maximal correspond au coût estimé de remplacement des instruments financiers dérivés ayant une valeur positive si une contrepartie manque à ses obligations. Le risque de crédit maximal des instruments financiers dérivés est de 652 \$ (220 \$ au 31 décembre 2018). À la date de clôture de chaque période, l'exposition de la société se limite au risque que l'autre partie à l'entente ne puisse honorer les conditions des contrats des instruments financiers dérivés.

(non audités)

Au 31 mars 2019

	Montant nominal			Total	Juste valeur	
	De moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	De plus de 5 ans		Positive	Négative
	\$	\$	\$		\$	\$
<b>Contrats d'indice de marché</b>						
Contrats de swaps	527	19	92	638	27	(2)
Contrats à terme standardisés	635	—	—	635	3	(4)
Options	1 551	—	—	1 551	70	(25)
<b>Contrats de taux de change</b>						
Contrats à terme de gré à gré	3 305	49	—	3 354	8	(26)
Contrats de swaps	30	745	1 604	2 379	56	(90)
<b>Contrats de taux d'intérêt</b>						
Contrats de swaps	1 117	2 819	3 612	7 548	268	(56)
Contrats à terme de gré à gré	871	1 975	—	2 846	223	—
Options	151	—	—	151	—	—
<b>Autres contrats dérivés</b>	<b>39</b>	<b>2</b>	<b>322</b>	<b>363</b>	<b>2</b>	<b>(34)</b>
<b>Total</b>	<b>8 226</b>	<b>5 609</b>	<b>5 630</b>	<b>19 465</b>	<b>657</b>	<b>(237)</b>

Au 31 décembre 2018

	Montant nominal			Total	Juste valeur	
	De moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	De plus de 5 ans		Positive	Négative
	\$	\$	\$		\$	\$
<b>Contrats d'indice de marché</b>						
Contrats de swaps	521	16	88	625	4	(11)
Contrats à terme standardisés	642	—	—	642	4	(3)
Options	740	225	—	965	31	(7)
<b>Contrats de taux de change</b>						
Contrats à terme de gré à gré	3 157	49	—	3 206	6	(104)
Contrats de swaps	20	764	1 489	2 273	25	(136)
<b>Contrats de taux d'intérêt</b>						
Contrats de swaps	1 089	2 477	3 126	6 692	126	(108)
Contrats à terme de gré à gré	760	1 898	—	2 658	28	(29)
<b>Autres contrats dérivés</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>367</b>	<b>371</b>	<b>1</b>	<b>(31)</b>
<b>Total</b>	<b>6 931</b>	<b>5 431</b>	<b>5 070</b>	<b>17 432</b>	<b>225</b>	<b>(429)</b>

(non audités)	Au 31 mars 2019		
	Montant nominal	Juste valeur	
		Positive	Négative
	\$	\$	\$
Instruments financiers dérivés non désignés en couverture comptable	17 231	649	(177)
Couverture d'un investissement net	1 080	—	(46)
Couverture de juste valeur			
Risque de taux d'intérêt	1 091	8	(13)
Risque de change	15	—	(1)
Couverture de flux de trésorerie			
Risque de taux d'intérêt	5	—	—
Risque de change	43	—	—
<b>Total des instruments financiers dérivés</b>	<b>19 465</b>	<b>657</b>	<b>(237)</b>

	Au 31 décembre 2018		
	Montant nominal	Juste valeur	
		Positive	Négative
	\$	\$	\$
Instruments financiers dérivés non désignés en couverture comptable	15 590	211	(373)
Couverture d'un investissement net	1 022	—	(46)
Couverture de juste valeur			
Risque de taux d'intérêt	736	14	(8)
Risque de change	15	—	(1)
Couverture de flux de trésorerie			
Risque de taux d'intérêt	44	—	—
Risque de change	25	—	(1)
<b>Total des instruments financiers dérivés</b>	<b>17 432</b>	<b>225</b>	<b>(429)</b>

#### Instruments financiers dérivés incorporés

La société détient des actions privilégiées perpétuelles assorties d'une option de rachat qui donne à l'émetteur le droit de racheter les actions à un cours déterminé. Les normes comptables exigent que la valeur de l'option de rachat soit évaluée séparément de celle des actions privilégiées. La valeur de l'option de rachat des instruments financiers dérivés incorporés est déterminée par une évaluation qui repose principalement sur la volatilité, les cours observés sur des marchés et les caractéristiques des actions privilégiées sous-jacentes. Ces instruments financiers dérivés incorporés sont présentés dans les autres contrats dérivés.

#### Couverture d'un investissement net

Les contrats à terme de gré à gré, désignés comme éléments de couverture d'un investissement net dans un établissement étranger ayant une monnaie fonctionnelle différente de celle de la société, ont des échéances de moins de 1 an (moins de 1 an au 31 décembre 2018). La portion efficace de la variation de la juste valeur est comptabilisée dans *Autres éléments du résultat global*, tout comme l'écart de conversion de l'investissement net dans un établissement étranger. Pour les périodes terminées les 31 mars 2019 et 2018, la société n'a constaté aucune inefficacité de couverture.

#### Couverture de juste valeur

Les contrats de swaps de taux d'intérêt, désignés à titre de couvertures du risque de taux d'intérêt relativement à des actifs financiers classés comme étant disponibles à la vente, ont des échéances allant de 2 ans à 10 ans (de 3 ans à 9 ans au 31 décembre 2018). Les variations de juste valeur liées au taux d'intérêt de l'élément couvert sont comptabilisées dans les produits de placement, à l'état des résultats, en déduction des variations de la juste valeur des instruments financiers dérivés considérés comme des instruments de couverture. Les variations de la juste valeur attribuables au risque de crédit des éléments couverts sont comptabilisées dans *Autres éléments du résultat global*.

La société utilise une relation de couverture de juste valeur afin de gérer son exposition aux variations de risque de taux de change relativement à des actifs financiers classés comme étant disponibles à la vente. La société utilise des contrats de gré à gré qui ont des échéances de moins de 3 ans (moins de 4 ans au 31 décembre 2018). Pour les périodes terminées les 31 mars 2019 et 2018, la société n'a constaté aucune inefficacité de couverture.

La société utilise une relation de couverture afin de réduire son exposition au risque de taux d'intérêt sur des passifs financiers classés comme passifs financiers au coût amorti. La société utilise des contrats de swaps de taux d'intérêt qui ont des échéances allant de moins de 1 an à 9 ans (de moins de 1 an à 10 ans au 31 décembre 2018).

La portion efficace des relations de couverture de juste valeur est comptabilisée dans le résultat net. Pour la période terminée le 31 mars 2019, la société a constaté un gain de 19 \$ sur l'instrument de couverture (gain de 1 \$ pour la période terminée le 31 mars 2018) et une perte de 19 \$ sur l'élément couvert (perte de 1 \$ pour la période terminée le 31 mars 2018). Pour les périodes terminées les 31 mars 2019 et 2018, la société n'a constaté aucune inefficacité de couverture.

#### Couverture de flux de trésorerie

La société utilise une relation de couverture de flux de trésorerie afin de gérer son exposition aux variations de risque d'intérêt lors des transactions prévues. La société utilise des contrats à terme de gré à gré sur des obligations qui ont des échéances de moins de 1 an (moins de 1 an au 31 décembre 2018). Pour les périodes terminées les 31 mars 2019 et 2018, la société n'a constaté aucune inefficacité de couverture.

La société utilise une relation de couverture de flux de trésorerie afin de gérer son exposition aux variations de risque de taux de change sur des actifs financiers en devises étrangères. La société utilise des contrats de swaps qui ont des échéances entre 6 ans et 11 ans (de 6 ans à 10 ans au 31 décembre 2018). Pour les périodes terminées les 31 mars 2019 et 2018, la société n'a constaté aucune inefficacité de couverture.

### 7 > Actif net des fonds distincts

	Au 31 mars 2019 (non audités) \$	Au 31 décembre 2018 \$
<b>Actif</b>		
Encaisse, placements à court terme et autres placements	1 424	1 156
Obligations	5 255	5 006
Actions	19 039	17 743
Prêts hypothécaires	17	16
Immeubles de placement	9	9
Instruments financiers dérivés	14	—
Autres éléments d'actif	566	166
<b>Actif total</b>	<b>26 324</b>	<b>24 096</b>
<b>Passif</b>		
Créditeurs et frais courus	565	310
Instruments financiers dérivés	—	5
<b>Passif total</b>	<b>565</b>	<b>315</b>
<b>Actif net</b>	<b>25 759</b>	<b>23 781</b>

Le tableau suivant présente l'évolution de l'actif net des fonds distincts :

(non audités)	Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
	2019 \$	2018 \$
Solde au début	23 781	24 117
Plus :		
Sommes perçues des titulaires de contrats	1 056	1 084
Intérêts et dividendes	131	128
Profits nets réalisés	8	119
Augmentation (diminution) nette de la juste valeur	1 734	(438)
	<b>26 710</b>	<b>25 010</b>
Moins :		
Sommes versées aux titulaires de contrats	836	796
Frais d'exploitation	115	114
	<b>951</b>	<b>910</b>
<b>Solde à la fin</b>	<b>25 759</b>	<b>24 100</b>

## 8 › Capital social

Conséquemment au changement de structure opérationnelle (note 17), le capital social autorisé de la société s'établit comme suit :

### Actions ordinaires

Un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale, comportant un droit de vote.

### Actions privilégiées de catégorie A

Des actions privilégiées de catégorie A, sans valeur nominale, sans droit de vote, pouvant être émises en série, dont le nombre pouvant être émis est limité au nombre correspondant à au plus la moitié des actions ordinaires émises et en circulation au moment de l'émission proposée de ces actions privilégiées.

	Au 31 mars 2019		Au 31 décembre 2018	
	(non audités)			
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant \$	Nombre d'actions (en milliers)	Montant \$
<b>Actions ordinaires</b>				
Solde au début	108 575	1 655	106 756	1 521
Actions émises à l'exercice d'options d'achat d'actions	167	7	159	7
Émissions d'actions	—	—	2 750	144
Actions rachetées	(1 798)	(28)	(1 090)	(17)
<b>Solde à la fin</b>	<b>106 944</b>	<b>1 634</b>	<b>108 575</b>	<b>1 655</b>

### Options d'achat d'actions

À la suite de la réorganisation par laquelle iA Assurance est devenue une filiale de la société, le régime d'options d'achat d'actions de iA Assurance a été échangé contre un régime identique de la société. Conséquemment, toute action découlant de ce régime est émise par la société. Le nombre d'options d'achat d'actions en circulation (en milliers) au 31 mars 2019 était de 2 994 (2 875 au 31 décembre 2018). Au cours de la période terminée le 31 mars 2019, la société a octroyé 288 options d'achat d'actions exerçables à 48,82 \$ (311 options d'achat d'actions exerçables à 58,18 \$ pour l'exercice terminé le 31 décembre 2018).

### Offre publique de rachat d'actions

Avec l'approbation de la Bourse de Toronto, le conseil d'administration a autorisé la société à racheter, dans le cours normal de ses activités, entre le 12 novembre 2018 et le 11 novembre 2019, jusqu'à concurrence de 5 482 768 actions ordinaires, représentant approximativement 5 % de ses 109 655 360 actions ordinaires émises et en circulation au 1<sup>er</sup> novembre 2018. Pour la période terminée le 31 mars 2019, 1 798 325 actions ordinaires ont été rachetées et annulées pour un montant net en espèces de 86 \$, dont 28 \$ a été comptabilisé à l'encontre du capital social et 58 \$ à l'encontre des résultats non distribués.

### Dividendes

(non audités)

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars			
	2019		2018	
	Total	Par action	Total	Par action
	\$ (en dollars)		\$ (en dollars)	
<b>Actions ordinaires</b>	<b>45</b>	<b>0,42</b>	41	0,38

### Dividende déclaré et non reconnu sur actions ordinaires

Un dividende de 0,45 dollars par action a été approuvé par le conseil d'administration en date du 9 mai 2019. Ce dividende n'a pas été comptabilisé comme un passif dans les présents états financiers intermédiaires. Ce dividende sera versé le 17 juin 2019 aux actionnaires inscrits le 24 mai 2019, date à laquelle il sera reconnu dans les capitaux propres.

### Régimes de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions

La société offre un régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions à ses détenteurs d'actions ordinaires. Les dividendes sur les actions ordinaires sont déduits des capitaux propres dans la période au cours de laquelle ils ont été autorisés. Les actions émises dans le cadre du régime seront acquises sur le marché secondaire.

**9 › Actions privilégiées émises par une filiale**

Les actions privilégiées émises par iA Assurance, une filiale de la société s'établissent comme suit :

	Au 31 mars 2019		Au 31 décembre 2018	
	(non audités)			
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant \$	Nombre d'actions (en milliers)	Montant \$
<b>Actions privilégiées, catégorie A, émises par iA Assurance</b>				
Solde au début	21 000	525	15 000	375
Émission d'actions	—	—	6 000	150
<b>Solde à la fin</b>	<b>21 000</b>	<b>525</b>	<b>21 000</b>	<b>525</b>

**Dividendes**

(non audités)	Périodes de trois mois terminées les 31 mars			
	2019		2018	
	Total	Par action	Total	Par action
	\$ (en dollars)		\$ (en dollars)	
<b>Actions privilégiées, émises par iA Assurance</b>				
Catégorie A – série B	2	0,29	1	0,29
Catégorie A – série G	2	0,24	3	0,24
Catégorie A – série I	2	0,30	—	—
<b>Total</b>	<b>6</b>		<b>4</b>	

## 10 › Cumul des autres éléments du résultat global

	Obligations	Actions	Écart de conversion	Couverture	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au 31 décembre 2018	6	(10)	135	(108)	23
Profits latents	89	6	—	—	95
Impôts sur profits latents	(24)	(1)	—	—	(25)
Autres	—	—	(25)	22	(3)
Impôts sur autres	—	—	—	(3)	(3)
	65	5	(25)	19	64
Profits (pertes) réalisés	(5)	1	—	—	(4)
Impôts sur profits (pertes) réalisés	3	(1)	—	—	2
	(2)	—	—	—	(2)
<b>Solde au 31 mars 2019 (non audités)</b>	<b>69</b>	<b>(5)</b>	<b>110</b>	<b>(89)</b>	<b>85</b>
Solde au 31 décembre 2017	28	7	49	(35)	49
Pertes latentes	(42)	(40)	—	—	(82)
Impôts sur pertes latentes	11	11	—	—	22
Autres	—	—	86	(86)	—
Impôts sur autres	—	—	—	13	13
	(31)	(29)	86	(73)	(47)
Profits réalisés	12	16	—	—	28
Impôts sur profits réalisés	(3)	(4)	—	—	(7)
	9	12	—	—	21
Solde au 31 décembre 2018	6	(10)	135	(108)	23
Solde au 31 décembre 2017	28	7	49	(35)	49
Pertes latentes	(17)	(3)	—	—	(20)
Impôts sur pertes latentes	4	1	—	—	5
Autres	—	—	27	(26)	1
Impôts sur autres	—	—	—	4	4
	(13)	(2)	27	(22)	(10)
Profits (pertes) réalisés	(5)	2	—	—	(3)
Impôts sur profits (pertes) réalisés	1	—	—	—	1
	(4)	2	—	—	(2)
Solde au 31 mars 2018 (non audités)	11	7	76	(57)	37

## 11 › Gestion du capital

## Exigences réglementaires et ratio de solvabilité

Les exigences relatives à la suffisance de capital de la société sont réglementées par la ligne directrice sur les exigences de suffisance du capital pour les assureurs de personnes (ESCAP).

En vertu de l'ESCAP, plusieurs éléments composent le ratio de solvabilité :

Les capitaux disponibles représentent le total des capitaux de catégorie 1 et de catégorie 2, moins les autres déductions prescrites par l'AMF.

Les capitaux de catégorie 1 comprennent les éléments de capitaux plus permanents, c'est-à-dire principalement les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et aux actions privilégiées. Le goodwill et les autres éléments d'immobilisations incorporelles sont notamment déduits de cette catégorie.

Les capitaux de catégorie 2 sont composés principalement de débetures subordonnées.

L'attribution de l'avoir correspond à la valeur de certaines provisions pour écarts défavorables incluses dans les passifs relatifs aux contrats d'assurance.

Les dépôts admissibles correspondent à des montants relatifs à des ententes de réassurance non agréées déposés dans des instruments de garantie.

Le coussin de solvabilité global est déterminé en fonction de cinq catégories de risques, soit le risque de crédit, le risque de marché, le risque d'assurance, le risque relatif aux fonds distincts ainsi que le risque opérationnel. Ces composantes de risques sont calculées en utilisant diverses méthodes et tiennent compte des risques associés aux éléments d'actif et de passif qui figurent ou non à l'état de la situation financière. Le coussin de solvabilité global correspond à la somme des composantes de risques moins divers crédits (par exemple, pour la diversification entre les risques et pour les produits ajustables) multipliée par un coefficient de 1,05.

Le ratio ESCAP total est calculé en divisant la somme des capitaux disponibles, de l'attribution de l'avoir et des dépôts admissibles par le coussin de solvabilité global.

Selon la ligne directrice de l'AMF, la société doit se fixer, pour ses capitaux propres disponibles, un niveau cible qui excède les exigences minimales requises. La ligne directrice stipule également que la majeure partie des capitaux propres doit être de catégorie 1, ce qui permet d'absorber les pertes liées aux activités courantes.

La société gère son capital sur une base consolidée. Au 31 mars 2019, la société maintient un ratio qui satisfait aux exigences réglementaires.

(non audités)	31 mars 2019
	\$
Capitaux disponibles	
Capitaux de catégorie 1	3 083
Capitaux de catégorie 2	1 403
Attribution de l'avoir et dépôts admissibles	4 268
<b>Total</b>	<b>8 754</b>
<b>Coussin de solvabilité global</b>	<b>7 048</b>
<b>Ratio total</b>	<b>124 %</b>

Dans les états financiers consolidés de la filiale iA Assurance au 31 décembre 2018, le ratio de solvabilité était de 126 % et elle maintenait un ratio qui satisfaisait aux exigences réglementaires.

## 12 › Impôts sur le résultat

Le taux d'impôts effectif sur le résultat diffère du taux prévu par la loi au Canada en raison des facteurs suivants :

(non audités)	Périodes de trois mois terminées les 31 mars			
	2019		2018	
	\$	%	\$	%
Résultat avant impôts	208		178	
Charge d'impôts prévue par la loi au Canada	56	27	48	27
Augmentation (diminution) des impôts attribuables à :				
Écarts des taux d'imposition sur le résultat non assujetti à l'impôt du Canada	(1)	—	(1)	—
Produits de placement exonérés	(5)	(3)	(11)	(7)
Variation des taux d'imposition	(1)	—	(1)	—
Autres	1	—	—	—
<b>Charge d'impôts et taux d'impôts effectif</b>	<b>50</b>	<b>24</b>	<b>35</b>	<b>20</b>

## 13 › Information sectorielle

La société exerce et gère ses activités en fonction de cinq principaux secteurs d'activité isolables qui reflètent sa structure organisationnelle quant à la prise de décision. La direction exerce son jugement lorsqu'elle regroupe les unités d'exploitation de la société en secteurs opérationnels. Ses produits et services sont offerts aux particuliers, aux entreprises et aux groupes. Ses activités se trouvent principalement au Canada et aux États-Unis. Les produits et services principaux offerts par chaque secteur sont les suivants :

*Assurance individuelle* – Produits d'assurance vie, d'assurance maladie, d'assurance invalidité et d'assurance hypothécaire;

*Gestion de patrimoine individuel* – Produits et services individuels en matière de régimes d'épargne, de régimes de retraite et de fonds distincts, en plus de services de courtage en valeurs mobilières, à titre de fiduciaire et dans le domaine des fonds communs;

*Assurance collective* – Produits d'assurance vie, d'assurance maladie, d'assurance décès et mutilation, d'assurance soins dentaires et d'assurance invalidité de courte et de longue durée pour les régimes d'employés, produits d'assurance crédit, d'assurance et de garanties de remplacement, de garanties prolongées et d'autres produits auxiliaires pour les services aux concessionnaires et produits d'assurance spécialisés pour les marchés spéciaux;

*Épargne et retraite collectives* – Produits et services en matière de régimes d'épargne, de régimes de retraite et de fonds distincts collectifs;

*Affaires américaines* – Produits d'assurance divers vendus aux États-Unis tels que des produits d'assurance vie et de garanties prolongées relatifs aux services aux concessionnaires;

*Autres* – Produits d'assurance auto et habitation, services soutenant les activités qui n'ont pas de lien avec les secteurs principaux, tels que la gestion d'actifs et le financement, le capital de la société de même que certains ajustements relatifs à la consolidation.

La société utilise des hypothèses, des jugements et une méthode d'allocation pour attribuer les frais généraux qui ne sont pas directement attribuables à un secteur d'activité. La répartition des autres activités est principalement effectuée selon une formule basée sur les capitaux propres et est appliquée uniformément à chaque secteur d'activité.

Les autres actifs et les autres passifs, à l'exception principalement des instruments financiers dérivés, sont classés en totalité sous la colonne *Autres* puisqu'ils servent au soutien opérationnel des activités de la société.

## Résultats sectoriels

(non audités)

Période de trois mois terminée le 31 mars 2019

	Individuel		Collectif				Total
	Assurance	Gestion de patrimoine	Assurance	Épargne et retraite	Affaires américaines	Autres	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Produits</b>							
Primes nettes	388	720	397	660	115	75	2 355
Produits de placement	1 826	25	66	154	52	39	2 162
Autres produits	29	354	14	25	17	(29)	410
	2 243	1 099	477	839	184	85	4 927
<b>Charges</b>							
Prestations et règlements bruts sur contrats	226	520	291	315	98	44	1 494
Prestations et règlements cédés sur contrats	(52)	—	(15)	(6)	(54)	10	(117)
Transferts nets aux fonds distincts	—	147	—	77	—	—	224
Augmentation (diminution) du passif relatif aux contrats d'assurance	1 788	59	11	415	89	(12)	2 350
Augmentation du passif relatif aux contrats d'investissement	—	—	14	—	—	—	14
Diminution (augmentation) de l'actif de réassurance	(15)	—	2	3	(40)	11	(39)
Commissions, frais généraux et autres charges	200	323	145	26	79	5	778
Charges financières	5	—	6	—	—	4	15
	2 152	1 049	454	830	172	62	4 719
Résultat avant impôts et répartition des autres activités	91	50	23	9	12	23	208
Répartition des autres activités	19	(2)	1	1	4	(23)	—
Résultat avant impôts	110	48	24	10	16	—	208
Impôts sur le résultat	25	13	6	3	3	—	50
<b>Résultat net</b>	85	35	18	7	13	—	158
Résultat net attribué aux contrats avec participation	1	—	—	—	—	—	1
<b>Résultat net attribué aux actionnaires</b>	84	35	18	7	13	—	157

(non audités)	Période de trois mois terminée le 31 mars 2018						
	Individuel		Collectif				Total
	Assurance	Gestion de patrimoine	Assurance	Épargne et retraite	Affaires américaines	Autres	
\$	\$	\$	\$	\$	\$		
<b>Produits</b>							
Primes nettes	392	727	374	520	101	72	2 186
Produits de placement	(135)	24	21	26	(23)	38	(49)
Autres produits	32	372	14	23	17	(23)	435
	289	1 123	409	569	95	87	2 572
<b>Charges</b>							
Prestations et règlements bruts sur contrats	187	471	279	328	81	47	1 393
Prestations et règlements cédés sur contrats	(56)	—	(19)	(6)	(41)	10	(112)
Transferts nets aux fonds distincts	—	224	—	91	—	—	315
Augmentation (diminution) du passif relatif aux contrats d'assurance	(107)	42	(14)	121	(84)	(8)	(50)
Augmentation du passif relatif aux contrats d'investissement	—	—	1	—	—	—	1
Diminution (augmentation) de l'actif de réassurance	1	—	(2)	3	59	5	66
Commissions, frais généraux et autres charges	192	332	137	24	73	6	764
Charges financières	4	—	4	—	—	9	17
	221	1 069	386	561	88	69	2 394
Résultat avant impôts et répartition des autres activités	68	54	23	8	7	18	178
Répartition des autres activités	13	(2)	1	—	6	(18)	—
Résultat avant impôts	81	52	24	8	13	—	178
Impôts sur le résultat	14	12	5	2	2	—	35
<b>Résultat net</b>	67	40	19	6	11	—	143
Résultat net attribué aux contrats avec participation	—	—	—	—	—	—	—
<b>Résultat net attribué aux actionnaires</b>	67	40	19	6	11	—	143

**Primes sectorielles**

(non audités)	Période de trois mois terminée le 31 mars 2019						
	Individuel		Collectif				Total
	Assurance	Gestion de patrimoine	Assurance	Épargne et retraite	Affaires américaines	Autres	
\$	\$	\$	\$	\$	\$		
<b>Primes brutes</b>							
Investies dans le fonds général	478	109	431	329	198	48	1 593
Investies dans les fonds distincts	—	611	—	337	—	—	948
Total	478	720	431	666	198	48	2 541
<b>Primes cédées</b>							
Investies dans le fonds général	(90)	—	(34)	(6)	(83)	27	(186)
<b>Primes nettes</b>	388	720	397	660	115	75	2 355

(non audités)

Période de trois mois terminée le 31 mars 2018

	Individuel		Collectif				Total
	Assurance	Gestion de patrimoine	Assurance	Épargne et retraite	Affaires américaines	Autres	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Primes brutes</b>							
Investies dans le fonds général	477	109	418	180	160	46	1 390
Investies dans les fonds distincts	—	618	—	346	—	—	964
<b>Total</b>	<b>477</b>	<b>727</b>	<b>418</b>	<b>526</b>	<b>160</b>	<b>46</b>	<b>2 354</b>
<b>Primes cédées</b>							
Investies dans le fonds général	(85)	—	(44)	(6)	(59)	26	(168)
<b>Primes nettes</b>	<b>392</b>	<b>727</b>	<b>374</b>	<b>520</b>	<b>101</b>	<b>72</b>	<b>2 186</b>

**Actifs et passifs sectoriels**

(non audités)

Au 31 mars 2019

	Individuel		Collectif				Total
	Assurance	Gestion de patrimoine	Assurance	Épargne et retraite	Affaires américaines	Autres	
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Actif</b>							
Placements	20 598	1 793	1 877	3 706	958	7 641	36 573
Actif des fonds distincts	—	15 136	—	10 623	—	—	25 759
Actif de réassurance	(682)	—	231	128	1 353	12	1 042
Autres	125	872	—	—	30	3 889	4 916
<b>Actif total</b>	<b>20 041</b>	<b>17 801</b>	<b>2 108</b>	<b>14 457</b>	<b>2 341</b>	<b>11 542</b>	<b>68 290</b>
<b>Passif</b>							
Passif relatif aux contrats d'assurance et aux contrats d'investissement	19 576	1 703	2 175	3 867	1 657	(66)	28 912
Passif des fonds distincts	—	15 136	—	10 623	—	—	25 759
Autres	136	35	4	1	—	7 656	7 832
<b>Passif total</b>	<b>19 712</b>	<b>16 874</b>	<b>2 179</b>	<b>14 491</b>	<b>1 657</b>	<b>7 590</b>	<b>62 503</b>

	Au 31 décembre 2018						
	Individuel		Collectif				Total
	Assurance	Gestion de patrimoine	Assurance	Épargne et retraite	Affaires américaines	Autres	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
<b>Actif</b>							
Placements	19 056	1 823	1 869	3 349	926	7 556	34 579
Actif des fonds distincts	—	13 994	—	9 787	—	—	23 781
Actif de réassurance	(697)	—	236	131	1 317	14	1 001
Autres	121	940	—	—	27	3 091	4 179
<b>Actif total</b>	<b>18 480</b>	<b>16 757</b>	<b>2 105</b>	<b>13 267</b>	<b>2 270</b>	<b>10 661</b>	<b>63 540</b>
<b>Passif</b>							
Passif relatif aux contrats d'assurance et aux contrats d'investissement	17 787	1 643	2 148	3 452	1 602	(62)	26 570
Passif des fonds distincts	—	13 994	—	9 787	—	—	23 781
Autres	287	59	6	3	—	7 116	7 471
<b>Passif total</b>	<b>18 074</b>	<b>15 696</b>	<b>2 154</b>	<b>13 242</b>	<b>1 602</b>	<b>7 054</b>	<b>57 822</b>

#### 14 › Résultat par action ordinaire

##### Résultat de base par action

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net attribué aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

(non audités)	Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
	2019	2018
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	151	139
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en millions d'unités)	108	107
Résultat de base par action (en dollars)	1,41	1,30

##### Résultat par action dilué

Le résultat par action dilué est calculé en ajustant le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour tenir compte de la conversion de toutes les actions ordinaires potentiellement dilutives.

L'effet dilutif des options d'achat d'actions tient compte du nombre d'actions censé avoir été émis sans contrepartie, calculé comme la différence entre le nombre d'actions réputées avoir été émises (en supposant que les attributions d'options d'achat d'actions en cours sont exercées) et le nombre d'actions qui auraient été émises au cours moyen de l'année (le nombre d'actions qui auraient été émises en utilisant les produits d'émission selon le cours moyen des actions ordinaires de la société pour la période). Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2019, un nombre moyen de 227 049 options d'achat d'actions antidilutives (44 447 pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2018) ont été exclues du calcul.

(non audités)	Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
	2019	2018
Résultat net attribué aux actionnaires ordinaires	151	139
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en millions d'unités)	108	107
Plus : effet de dilution des options d'achat d'actions octroyées et en circulation (en millions d'unités)	—	1
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation sur base diluée (en millions d'unités)	108	108
Résultat par action dilué (en dollars)	1,40	1,29

Les actions ordinaires n'ont fait l'objet d'aucune transaction qui aurait pu influencer ces calculs après la date de clôture et avant la date d'autorisation de publication des présents états financiers.

## 15 › Avantages postérieurs à l'emploi

La société maintient un certain nombre de régimes à prestations définies capitalisés et non capitalisés qui garantissent le paiement de prestations de retraite et des régimes à cotisations définies.

La société offre aussi des avantages complémentaires à la retraite. Ces avantages se composent de protections d'assurance maladie complémentaire, d'assurance vie et d'assurance soins dentaires. La société offre également des avantages postérieurs à l'emploi, tels que le maintien du salaire en cas d'invalidité de courte durée.

### Montants reconnus dans le résultat net et les autres éléments du résultat global

(non audités)	Périodes de trois mois terminées les 31 mars			
	2019		2018	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
	\$	\$	\$	\$
Coût des services				
Coût des services courants	12	1	11	1
Intérêts nets	2	—	1	—
Frais administratifs	—	—	—	—
Composantes du coût des prestations définies comptabilisées dans le résultat net	14	1	12	1
Réévaluation du passif (de l'actif) net au titre des prestations définies <sup>1</sup>				
Taux de rendement des actifs (à l'exclusion des montants inclus dans les intérêts nets ci-dessus)	(93)	—	19	—
Pertes actuarielles découlant des changements dans les hypothèses financières	122	1	—	—
Pertes des composantes du coût des prestations définies comptabilisées dans les autres éléments du résultat global	29	1	19	—
<b>Total des composantes du coût des prestations définies</b>	<b>43</b>	<b>2</b>	<b>31</b>	<b>1</b>

<sup>1</sup> Les hypothèses relatives aux marchés, tels les hypothèses relatives au taux de rendement des actifs ainsi que les changements dans les hypothèses financières, sont révisées trimestriellement. Les autres hypothèses sont révisées annuellement.

### Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement dans le résultat net

(non audités)	Périodes de trois mois terminées les 31 mars			
	2019		2018	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite	Autres régimes
	\$	\$	\$	\$
<b>Pertes (gains) des composantes du coût des prestations définies comptabilisées dans les autres éléments du résultat global</b>				
Réévaluation relative aux avantages postérieurs à l'emploi	29	1	19	—
Impôts sur la réévaluation relative aux avantages postérieurs à l'emploi	(8)	—	(5)	—
<b>Total des autres éléments du résultat global</b>	<b>21</b>	<b>1</b>	<b>14</b>	<b>—</b>

## 16 › Engagements

### Engagements de placement

Dans le cours normal des activités de la société, divers engagements contractuels se rapportant à des offres de prêts commerciaux et résidentiels, à des placements privés, à des coentreprises ainsi qu'à des immeubles ne sont pas pris en compte dans les états financiers et pourraient ne pas être exécutés. Au 31 mars 2019, ces engagements s'élevaient à 827 \$ (809 \$ au 31 décembre 2018), dont les décaissements estimatifs seront de 103 \$ (42 \$ au 31 décembre 2018) dans 30 jours, 322 \$ (324 \$ au 31 décembre 2018) dans 31 à 365 jours et de 402 \$ (443 \$ au 31 décembre 2018) dans plus d'un an.

### Lettres de crédit

Dans le cours normal des activités, des banques émettent des lettres de crédit bancaire au nom de la société. Le solde de ces lettres est de 2 \$ (2 \$ au 31 décembre 2018).

**Marges de crédit**

Au 31 mars 2019, la société disposait de marges de crédit d'exploitation d'un montant de 56 \$ (56 \$ au 31 décembre 2018) qui n'étaient pas utilisées au 31 mars 2019 et au 31 décembre 2018. Les marges de crédit ont pour but de faciliter le financement des activités de la société et de combler ses besoins temporaires en matière de fonds de roulement.

**17 › Changement de la structure organisationnelle**

Au 1<sup>er</sup> janvier 2019, iA Assurance a procédé à une modification de sa structure organisationnelle, aux termes de laquelle iA Assurance est devenue une filiale en propriété exclusive de la société. Aux termes de l'arrangement, la totalité des actions ordinaires de iA Assurance en circulation au 1<sup>er</sup> janvier 2019 ont été échangées contre des actions ordinaires nouvellement émises de la société, à raison d'une action pour une. Les actions privilégiées et les débetures de iA Assurance émises et en circulation demeurent émises par cette dernière et ont été garanties par la société, conformément aux modalités de l'arrangement. La société est un « émetteur absorbant » de iA Assurance au sens attribué à ce terme dans la réglementation en valeurs mobilières à l'égard des actions ordinaires émises précédemment de iA Assurance.

Cette transaction a été comptabilisée à la valeur comptable et ces états financiers consolidés présentent les informations comparatives telles que publiées dans les états financiers de l'émetteur absorbé, iA Assurance, au 31 mars 2018 et au 31 décembre 2018, selon le cas.

**18 › Événement postérieur à la date de clôture****Rachat de débetures**

Le 11 avril 2019, faisant suite à l'approbation préalable de l'AMF, la filiale iA Assurance a émis un avis de rachat aux porteurs des débetures subordonnées portant un intérêt de 2,80 % et échéant le 16 mai 2024. En date du 16 mai 2019, la filiale procédera au rachat de ces débetures subordonnées par le paiement de 1 014 dollars pour chaque tranche de 1 000 dollars de capital de débetures subordonnées. Conséquemment, la filiale déboursera une somme totale de 254 \$.

**19 › Données comparatives**

Certaines données de la période précédente ont été reclassées pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour la période courante. Ces reclassements n'ont eu aucune incidence sur le résultat net de la société.

### Conférence téléphonique

La direction a tenu une conférence téléphonique pour présenter les résultats de la société le jeudi 9 mai, à 11 h 30 (HE). Vous pouvez écouter la conférence téléphonique en différé pour une période de 90 jours, à partir du site Internet de la société, à l'adresse [ia.ca](http://ia.ca), sous l'onglet *À propos*, à la section *Relations avec les investisseurs/Rapports financiers*.

### À propos de iA Groupe financier

iA Groupe financier est un groupement de sociétés d'assurance et de gestion de patrimoine des plus importants au Canada. Il mène aussi des activités aux États-Unis. Fondée en 1892, l'entreprise figure au nombre des grandes sociétés publiques au pays. Ses titres sont inscrits à la Bourse de Toronto, sous les symboles IAG (actions ordinaires) et IAF (actions privilégiées).

### Renseignements aux actionnaires

Quatre différentes options vous sont offertes pour nous joindre, selon le type d'information que vous désirez obtenir :

Pour toute question relative à vos actions, communiquez avec l'agent de transfert de l'Industrielle Alliance :

Services aux investisseurs Computershare inc.

Téléphone : 514 982-7555

1 877 684-5000 (sans frais)

Courriel : [ia@computershare.com](mailto:ia@computershare.com)

Pour toute question relative au régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions :

Société de fiducie Computershare du Canada

Téléphone : 514 982-7555

1 877 684-5000

Courriel : [ia@computershare.com](mailto:ia@computershare.com)

Pour obtenir de l'information financière sur l'Industrielle Alliance, communiquez avec le Service des relations avec les investisseurs :

Service des relations avec les investisseurs

Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.

Téléphone : 418 684-5000, poste 105862

1 800 463-6236, poste 105862 (sans frais)

Télécopieur : 418 684-5192

Courriel : [investisseurs@ia.ca](mailto:investisseurs@ia.ca)

Site Internet : [www.ia.ca](http://www.ia.ca)

Pour toute question sur les produits et les services de l'Industrielle Alliance, communiquez avec votre représentant ou, si vous n'avez pas de représentant, avec l'Industrielle Alliance :

Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.

1080, Grande Allée Ouest

C. P. 1907, succursale Terminus

Québec (Québec) G1K 7M3

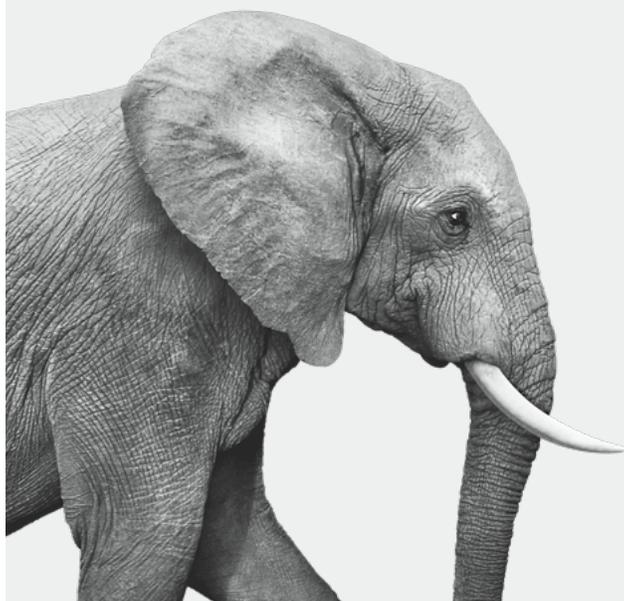
Téléphone : 418 684-5000

1 800 463-6236 (sans frais)

Site Internet : [www.ia.ca](http://www.ia.ca)

**iA Groupe financier**

1080, Grande Allée Ouest  
C. P. 1907, succursale Terminus  
Québec (Québec) G1K 7M3  
Téléphone : 418 684-5000  
Sans frais : 1 800 463-6236



**ON S'INVESTIT, POUR VOUS.**

---

iA Groupe financier est une marque de commerce et un autre nom sous lequel **iA Société financière inc.** et l'**Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.** exercent leurs activités.

**ia.ca**